

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

**COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER
DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE**

Session du 22 février 2023



RAPPORT DE CONJONCTURE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2022 ET PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN TERMES

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| LISTE DE GRAPHIQUES ET TABLEAUX | 3 |
| VUE D'ENSEMBLE | 4 |
| I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL | 6 |
| A. <i>ACTIVITE ECONOMIQUE ET PRIX : MODERATION DE LA CROISSANCE ET HAUSSE DES PRIX</i> | 6 |
| II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2022 | 13 |
| A. <i>Secteur réel et prix</i> | 14 |
| B. <i>FINANCES ET DETTE PUBLIQUES</i> | 27 |
| 1. <i>FINANCES PUBLIQUE : ACCROISSEMENT DE L'EXCEDENT BUDGETAIRE</i> | 27 |
| 2. <i>DETTE PUBLIQUE</i> | 29 |
| C. <i>SECTEUR EXTERIEUR : HAUSSE DE L'EXCEDENT DE LA BALANCE COMMERCIAL</i> | 29 |
| D. <i>Evolution des agrégats monétaires</i> | 29 |
| 2. <i>Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties</i> | 31 |
| E. <i>Situation comptable de la banque centrale</i> | 31 |
| F. <i>Situation bancaire</i> | 33 |
| G. <i>EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS : RESSEREMENT DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET HAUSSE DE L'ACTIVITE INTERBANCAIRE</i> | 35 |

LISTE DE GRAPHIQUES ET TABLEAUX

| | |
|---|----|
| <i>Graphique 4 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2015-2022 (%)</i> | 14 |
| <i>Graphique 5 : Production de cacao en Guinée Équatoriale (1996-2022)</i> | 18 |
| <i>Graphique 6 : Évolution mensuelle de la production de bois en grume (volume en mètres cubes)</i> . | 18 |
| <i>Graphique 7 : Exportation du bois en grume par société (Volume en m3)</i> | 19 |
| <i>Graphique 8 : Destination des Exportations du bois</i> | 20 |
| <i>Graphique 14 : Évolution de Finances Publiques</i> | 29 |
| | |
| <i>Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2022-2024)</i> | 8 |
| <i>Tableau 2 : Contribution de la demande à la croissance réelle</i> | 15 |
| <i>Tableau 3 : Contributions des secteurs à la croissance réelle</i> | 16 |
| <i>Tableau 4 : Répartition de l'encours des titres par qualité du détenteur final au 31 octobre 2022</i> .. | 38 |
| <i>Tableau 5: Principaux indicateurs économiques et financiers 2012-2026</i> | 40 |
| <i>Tableau 6: situation monétaire résumée</i> | 41 |
| <i>Tableau 7: situation comptable résumée</i> | 41 |
| <i>Tableau 8 : Variation des postes de la situation bilantielle (en pourcentage)</i> | 42 |

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

La croissance économique de l'ensemble des pays s'est contractée en 2022, dans un contexte d'inflation élevée et de normalisation des politiques monétaires dans le monde. A court terme, l'économie mondiale a pâti des effets néfastes du conflit entre la Russie et l'Ukraine, en plus du ralentissement plus prononcé de l'économie Chinoise, des suites des confinements et de l'aggravation de la crise de l'immobilier. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI), dans la mise à jour de ses prévisions de janvier 2023, table sur un taux de croissance de l'économie mondiale de 2,9% en 2023, après 3,4% en 2022, pour ensuite remonter à 3,1% en 2024.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les économies avancées s'est situé à 2,7%, après une expansion de 5,4% en 2021, et diminuerait à 1,2% en 2023. Pour les économies émergentes et en développement, le PIB réel a chuté à 3,9% en 2022, après une croissance du PIB de 6,7 % en 2021 et devrait s'établir à 4,0% en 2023. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel a diminué à 3,8% en 2022, après 4,7% en 2021, et resterait stable à 3,8% en 2023.

Le commerce mondial a ralenti en 2022 à 5,4%, après 10,4% en 2021 et devrait poursuivre son ralentissement à 2,4% en 2023. Cet amoindrissement attendu en 2023, s'expliquerait en partie par la diminution, au niveau mondial, de l'activité dans le secteur manufacturier, induite par le recul de la demande et les problèmes sur les chaînes d'approvisionnement.

S'agissant des prix, au niveau des économies avancées, une remontée de l'inflation à 8,8% a été enregistré en 2022, après 4,7% en 2021, et devrait s'établir autour de 6,6% en 2023. Dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'est située à 9,9% en 2022 après 5,9% enregistrée en 2021, et devrait se maintenir à 8,1% en 2023.

S'agissant des principaux indicateurs macroéconomiques de la CEMAC, les prévisions de la BEAC pour l'année 2023 tablent sur : i) un taux de croissance du PIB réel de +3,0% après 2,9% en 2022, ii) un relâchement des pressions inflationnistes à 4,8% en 2023, après 5,5% un an plus tôt, iii) un redressement du solde budgétaire base engagements, dons compris, en moyenne autour de 0,8% du PIB sur la période 2023-2025, et un recul du solde du compte courant à 1,4 % du PIB en 2023, après 5,6% du PIB en 2022.

Sur le plan national, la croissance économique serait de -2,8% en 2023 après 3,1% en 2022 et devrait s'établir sur le moyen terme 2024-2025 à -4,7%. S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation en Guinée Equatoriale s'est hisserait en moyenne annuelle à 6,5% en 2023, après 4,9% enregistré en 2022, et resterait en dessus de la norme communautaire de 3,0% pour la période 2024-2025. Au niveau de finances publiques, le solde budgétaire base engagements, dons compris, reviendrait déficitaire à 2,7% du PIB en 2023, après un solde excédentaire 1,4% du PIB en 2022, et

resterait en moyenne à 4,0% du PIB pour la période 2024-2025. Pour les comptes extérieurs, le solde du compte courant, passerait d'un solde excédentaire 7,9% du PIB en 2022 à un solde déficitaire 1,6% en 2023, et resterait en moyenne à 9,6% pour la période 2024-2025.

Pour ce qui est de l'activité du système bancaire de la Guinée Equatoriale à fin décembre 2022, elle a été marquée par une progression de l'excédent de trésorerie de 31,1 % pour se situer à 550 milliards FCFA (31,6 % du total du bilan). S'agissant de la qualité du portefeuille du système bancaire, elle s'est améliorée. Ainsi, les créances en souffrance s'élèvent à 548 milliards et représentent 57 % des crédits bruts au 31 décembre 2022, contre 59 % douze mois auparavant.

Le marché monétaire en Guinée Equatoriale a été marqué par : i) une augmentation du volume des transactions interbancaires, avec une progression de 157% entre le quatrième trimestre 2021 et le quatrième trimestre 2022 ; ii) une hausse de l'encours moyen trimestriel des injections de liquidité au quatrième trimestre de 29% ; iii) une hausse du coût des ressources, le taux moyen pondéré des montants adjugés au titre des opérations principales d'injection de liquidité a oscillé entre 5,93% et 6,35% pour le troisième trimestre 2022, contre un coût oscillant entre 3,77 et 4,10% à la même période un an plus tôt ; iv) une diminution de 11% de l'encours global des titres publics à souscription libre du Trésor ,passant de 622,71 milliards de FCFA à fin décembre 2021, à 554,63 milliards de FCFA à fin décembre 2022.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

A. ACTIVITE ECONOMIQUE ET PRIX : MODERATION DE LA CROISSANCE ET HAUSSE DES PRIX

Selon les perspectives de l'économie mondiale, mise à jour en janvier 2023 par le FMI, la croissance économique mondiale, devrait ralentir de 3,4% en 2022 et à 2,9% en 2023, avant de remonter à 3,1% en 2024, en raison du relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales pour juguler l'inflation, les effets du conflit menée par la Russie en Ukraine et la résurgence de la pandémie du COVID-19 en Chine.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les *économies avancées* devrait connaître une diminution, passant de 2,7% en 2022 à 1,2% en 2023, avant de remonter légèrement à 1,4% en 2024. En ce qui concerne les *économies émergentes et en développement*, la croissance devrait augmenter légèrement, passant de 3,9% en 2022 à 4% en 2023 et à 4,2% en 2024. En *Afrique subsaharienne*, la croissance devrait rester modérée, à 3,8% en 2023, et devrait progresser à 4,1% en 2024.

S'agissant des *économies avancées*, aux **États-Unis**, la croissance devrait reculer, passant de 2,0% en 2022 à 1,4% en 2023 et à 1,0% en 2024, sous l'effet de l'accélération des hausses de taux de la Réserve Fédérale américaine, qui atteindront un pic d'environ 5,1% en 2023.

Pour la **Zone euro**, la croissance devrait atteindre son niveau le plus bas observé récemment 0,7% en 2023, contre 3,5% avant de remonter à 1,6% en 2024, en raison du durcissement de la politique monétaire de la Banque Centrale Européen et du choc sur les termes de l'échange, dû à l'augmentation de prix de l'énergie importée.

Dans les principales *économies émergentes et en développement*, **En chine**, la croissance du PIB devrait passer à 5,2% en 2023, après 3,0% en 2022, en raison de l'ouverture de l'économie et de mesures de relance mise en place par les pouvoirs publics, avant de chuter à 4,5% en 2024. **En Inde**, la croissance devrait passer de 6,8% en 2022 à 6,1% en 2023, avant de repartir à la hausse pour atteindre 6,8% en 2024.

En *Afrique Subsaharienne*, la croissance prévue en **Afrique du Sud** devrait diminuer à 1,2% en 2023 contre 2,6% en 2022, et restera quasi stable de 1,3% en 2024, en raison du recul de la demande extérieure, des pénuries d'électricité et des contraintes structurelles. **Au Nigeria**, la croissance devrait progresser à 3,2% en 2023 contre 3,0% en 2022, et devrait diminuer à 2,9% en 2024, grâce aux mesures prises pour résoudre les problèmes d'insécurité du secteur pétrolier.

Selon les prévisions de la **Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)**, mise à jour en décembre 2022, la croissance de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) devrait progresser de 5,1% en 2023 contre 4,9% en 2022 due à la bonne tenue de la demande intérieure, atténuées par le ralentissement de la demande extérieure et la hausse des coûts de productions.

En ce qui concerne la **Zone CEMAC**, la croissance réelle devrait connaître une légère hausse de 3,0% en 2023 par rapport au 2,9% enregistré en 2022, en relations avec l'évolution favorable des termes de l'échange dans l'espace et le dynamisme de tous les secteurs d'activités.

Au niveau des conditions monétaires et financières, plusieurs banques centrales de l'économie avancée, face aux pressions inflationnistes, ont maintenu l'orientation restrictive de leurs politiques monétaires, tandis que celles des pays en développement ont entamé le resserrement de leur politique monétaire accommodante. En effet, les incertitudes entourant l'environnement international demeurent, il s'agit notamment : i) de l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19, ii) des contraintes pesant sur les circuits d'approvisionnement dans les pays avancés provoquée par le conflit russo-ukrainienne.

Au niveau du commerce international, le taux de variation du *volume des échanges commerciaux* devrait reculer de 2,4% en 2023, après une croissance de 5,4% en 2022. Ce ralentissement devrait s'expliquer en partie par l'affaiblissement de l'activité du secteur manufacturier au niveau mondial, induit par le recul de la demande mondiale et les problèmes sur les chaînes d'approvisionnement.

S'agissant *des prix*, l'inflation mondiale devrait diminuer de 8,8% en 2022, à 6,6% en 2023 et devrait poursuivre sa tendance baissière de 4,3% en 2024. Dans les pays avancés, l'inflation annuelle moyenne devrait passer de 7,3% en 2022 à 4,6% en 2023 et se situerai de 2,6% en 2024. Pour les économies émergentes et en développement, l'inflation annuelle diminuera de 9,9% en 2022 à 8,1% en 2023 et se situerait de 5,5% en 2024.

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2022-2024)

| INDICATEURS ¹ (en %, sauf indication contraire) | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|------|------|------|
| <i>Taux de croissance</i> | | | |
| Economie mondiale | 3,4 | 2,9 | 3,1 |
| Pays avancés | 2,7 | 1,2 | 1,4 |
| Etats-Unis | 2,0 | 1,4 | 1,0 |
| Japon | 1,4 | 1,8 | 0,9 |
| Canada | 3,5 | 1,5 | 1,5 |
| Royaume-Uni | 4,1 | -0,6 | 0,9 |
| Zone Euro | 3,5 | 0,7 | 1,6 |
| Allemagne | 1,9 | 0,1 | 1,4 |
| France | 2,6 | 0,7 | 1,6 |
| Italie | 3,9 | 0,6 | 0,9 |
| Espagne | 5,2 | 1,1 | 2,4 |
| Afrique Sub-saharienne | 3,8 | 3,8 | 4,1 |
| Nigéria | 3,0 | 3,2 | 2,9 |
| Afrique du Sud | 2,6 | 1,2 | 1,3 |
| CEMAC | 2,9 | 3,0 | 3,3 |
| Pays émergents et en développement | 3,9 | 4,0 | 4,2 |
| Pays émergents et en développement d'Asie | 4,3 | 5,3 | 5,2 |
| Chine | 3,0 | 5,2 | 4,5 |
| Inde | 6,8 | 6,1 | 6,8 |
| Pays émergents et en développement d'Europe | 0,7 | 1,5 | 2,6 |
| Russie | -2,2 | 0,3 | 2,1 |
| <i>Taux de croissance du commerce mondial</i> | | | |
| | 5,4 | 2,4 | 3,4 |
| <i>Taux d'inflation</i> | | | |
| Pays avancés | 7,3 | 4,6 | 2,6 |
| Pays émergents et en développement | 9,9 | 8,1 | 5,5 |

Source : *Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI (Mise à jour de janvier 2023)*

Pour l'année 2023, les prévisions de la BEAC pour la CEMAC tablent sur i) un taux de croissance du PIB réel de 3,0%, après 2,9% en 2022, tributaire de la dynamique des cours des prix des matières premières, eux-mêmes conditionnés par la reprise de la demande mondiale et l'issue du conflit entre l'Ukraine et la Russie, ii) un relâchement des pressions inflationnistes à 4,8% en 2023, après 5,5% un an plus tôt, et devrait redescendre à 2,9% en 2024, iii) une consolidation de l'excédent du solde budgétaire, base engagements, dons compris, qui s'élèverait en moyenne autour de 0,8% du PIB sur la période 2023-2025, après 0,7% du PIB en 2022, iv) l'excédent du solde du compte courant, dons inclus, reculerait de 1,4% du PIB en 2023 à 0,3% du PIB en 2024, après un

¹ Taux de croissance annuel.

pic de 5,6% du PIB en 2022, en relation essentiellement avec la détérioration anticipée des termes de l'échange sur la période.

Dans ce contexte, la situation macroéconomique des pays de la CEMAC à moyen terme est fortement tributaire de la dynamique des cours des prix des matières premières, eux-mêmes conditionnés par la reprise de la demande mondiale et l'issue du conflit entre l'Ukraine et la Russie. La croissance du PIB réel de la CEMAC devrait s'élever à 3,0% en 2023, 3,1% en 2024 après 2,9% en 2022, en raison du dynamisme du secteur pétrolier.

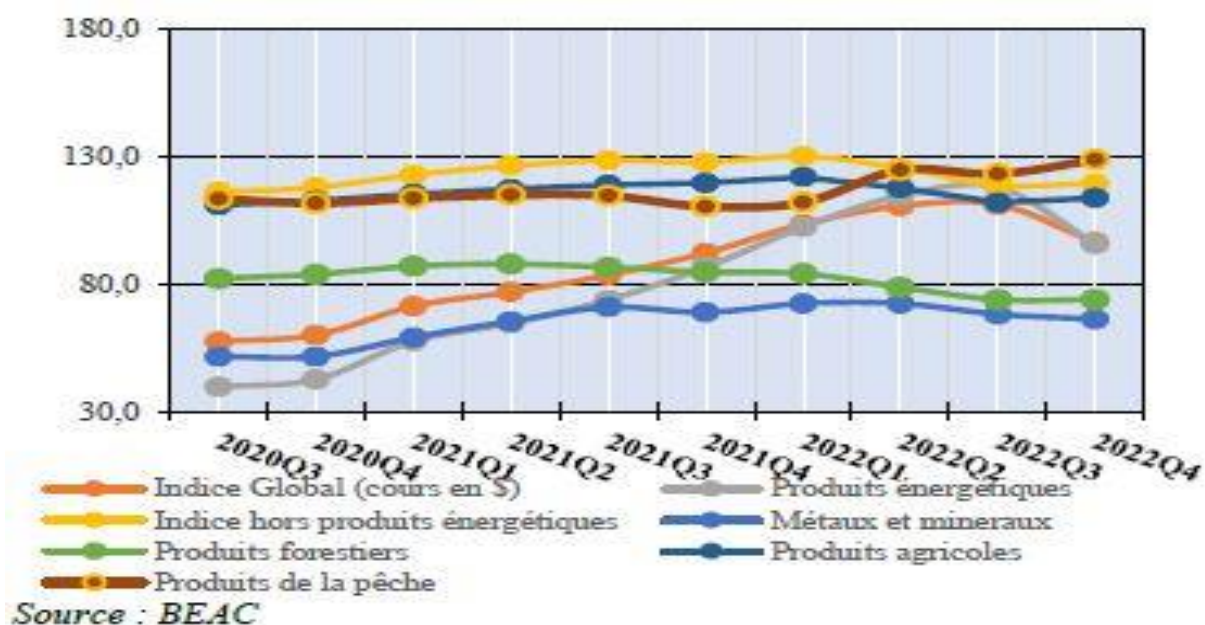
MARCHE DES PRODUITS DE BASE

Au quatrième trimestre 2022, l'indice global des produits de base exportés par les pays de la CEMAC s'est sensiblement contracté de 13,4%, après une hausse de 0,5% au troisième trimestre 2022 et 6,9% au deuxième trimestre 2022. Cela s'explique par la forte décroissance des cours du baril de pétrole et du gaz naturel sur les marchés internationaux.

Concernant l'indice des cours des produits énergétiques, il a reculé de 18,8% au quatrième trimestre 2022, après une hausse de 2,9% au troisième trimestre 2022, en raison de la baisse des prix du baril de pétrole (-11,6 %) et des cours du gaz naturel (-35,5 %). Ainsi, l'indice des cours au quatrième trimestre 2022 s'est établi à 95,7 contre 117,9 au trimestre précédent.

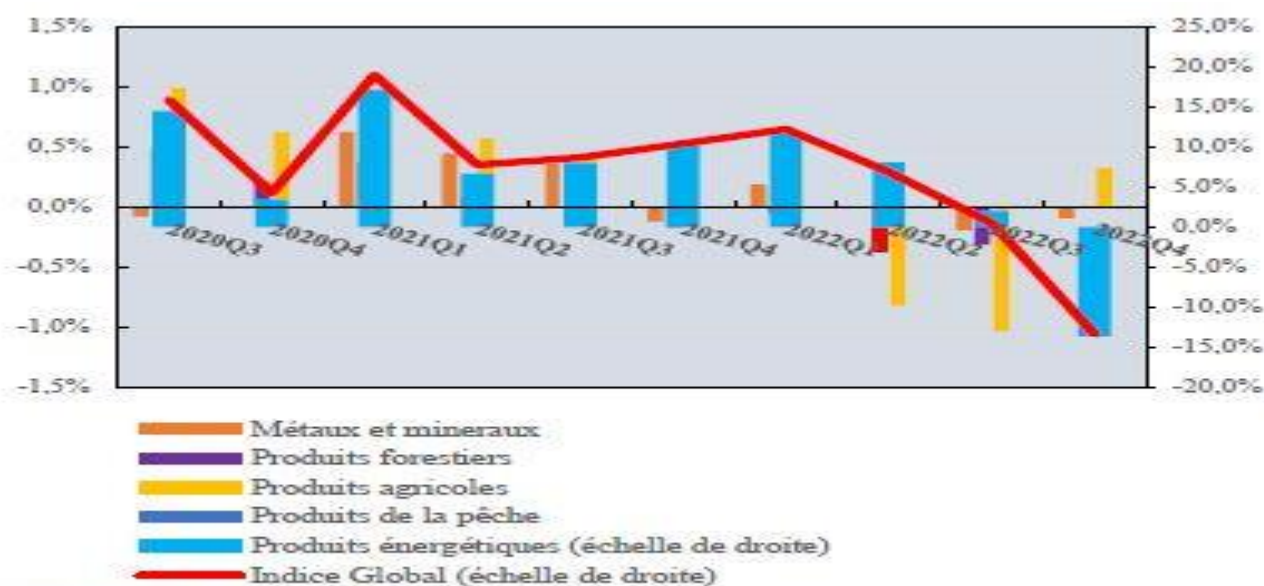
L'indice des cours hors produits énergétiques a progressé de 0,5%, passant de 118,8 au troisième trimestre à 119,4 au quatrième trimestre 2022, du fait d'une hausse des prix des produits de la pêche (+ 4,5%, contre - 1,2% au troisième trimestre 2022) et des produits agricoles (+ 1,6%, contre - 4,9% au troisième trimestre 2022). Par contre, au cours de la même période, le cours des métaux et minerais a reculé de 2,9%, après une baisse de 5,8 % au troisième trimestre 2022. S'agissant des cours des produits forestiers, ils se sont stabilisés au quatrième trimestre 2022, après une contraction de 6,1% au trimestre précédent.

Graphique 1 : Indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



En termes de contribution, comme toujours, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base a été portée par l'indice des prix des produits énergétiques (-13,6%). Les produits non énergétiques ont contribué positivement à l'indice à hauteur de 0,2 %, du fait de la hausse des cours des produits agricoles (+1,6%) et des produits de la pêche (+4,5%).

Graphique 2 : Contributions à la croissance de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : BEAC

CONDITIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

Les banques centrales des économies avancées et économies en développement ont poursuivi le durcissement de leurs conditions monétaires afin de lutter contre les pressions inflationnistes. En effet, les incertitudes entourant l'environnement international demeurent. Il s'agit entre autres : i) de l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19, ii) des contraintes pesant sur les circuits d'approvisionnement, et iii) de la poussée inflationniste dans le monde, provoquée entre autres par la crise russo-ukrainienne.

Le Comité de politique monétaire de la *Banque Centrale du Japon (BoJ)*, réuni le 28 octobre 2022, a maintenu son taux d'intérêt et l'orientation de sa politique monétaire inchangée. Ainsi, il a maintenu son taux de dépôt à court terme à -0,1 %. De plus, la banque poursuivra sa politique d'achat illimité des obligations du Gouvernement (JGB) à 10 ans qui vise à plafonner leurs rendements à 0,25 %. L'institution nipponne a donc maintenu sa politique monétaire ultra-accommodante, et ce, malgré la chute du yen liée aux relèvements des taux d'autres grandes banques centrales.

En *Chine*, le 25 novembre 2022, la banque centrale a annoncé son intention d'abaisser le taux des réserves obligatoires de 25 points de base dès le 05 décembre 2022, afin de le porter à un taux moyen pondéré d'environ 7,8 %. Cela permettrait l'injection de 500 milliards de yuans (environ 67 milliards d'euros) dans l'économie, qui est impactée par la politique « zéro COVID » que mène le pays.

Le Conseil des Gouverneurs de la **Banque Centrale Européenne (BCE)** a décidé, le 15 décembre 2022, d'augmenter ses trois taux d'intérêt directeurs de 50 points de base. Il s'agit du quatrième relèvement consécutif des taux directeurs. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt ont été relevés 2,50 %, 2,75 % et 2,00 % respectivement à compter du 21 décembre 2022. Le Conseil des Gouverneurs prévoit de continuer à relever les taux d'intérêt directeurs, pour assurer le retour du taux de l'inflation vers son objectif de 2 % à moyen terme.

Le Comité de politique monétaire de la **Fed (Federal Open Market Committee)**, lors de sa réunion du 14 décembre 2022, a décidé d'élever, et pour la quatrième fois consécutive, ses taux directeurs. La fourchette cible est ainsi passée à 4,25 % a - 4,50 %.

En **Afrique subsaharienne**, la **Banque Centrale du Nigéria (BCN)**, réuni les 21 et 22 novembre 2022, a décidé de manière unanime : i) d'accroître son taux directeur de 100 points de base à 16,5 %, ii) de conserver le corridor asymétrique de +100/-700 points de base autour du MPR ; iii) d'augmenter son coefficient de réserves obligatoires (cash reserve requirement ou CRR) à un minimum de 32,5 % ; et iv) de maintenir le ratio de liquidité de 27,5 % à 30,0 %. Cette décision intervient après celle prise lors des réunions des 26 et 27 septembre 2022.

La **South African Reserve Bank (SARB)**, a décidé d'augmenter le taux de rachat, le 24 novembre 2022, de 75 points de base à 7,0 %, avec effet le 25 novembre 2022. Cette hausse intervient après celle du 22 septembre 2022, où le taux a été porté à 6,25 % (+75 points de base).

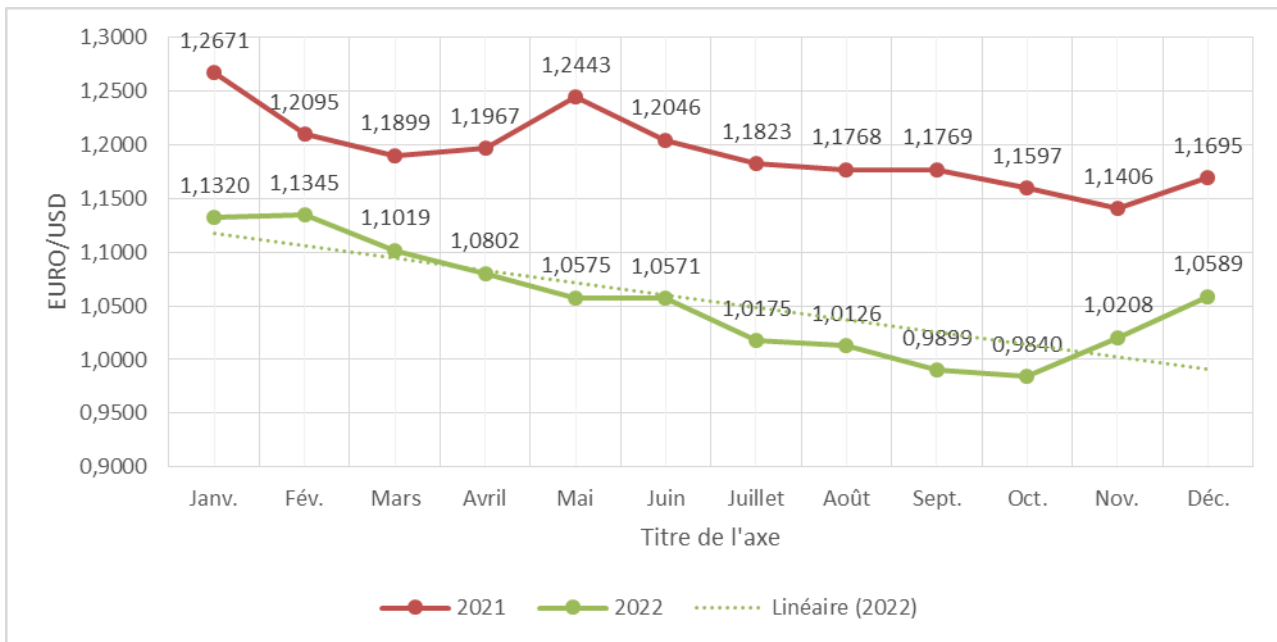
La **Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)**, a décidé, le 09 décembre 2022, de relever de 25 points de base ses taux directeurs, à compter du 16 décembre 2022. Ainsi, le principal taux directeur passe de 2,50 % à 2,75%. Cette décision constitue la troisième hausse de cette année, s'inscrivant dans le cadre du processus de normalisation graduelle de la politique monétaire de la BCEAC, entamée depuis juin 2022.

Le **comité de politique monétaire (CPM) de la BEAC**, réunie en sa session ordinaire le 15 décembre 2022, a maintenu ses prévisions de reprise progressive et a décidé de maintenir inchangé ses principaux taux : son taux d'intérêt des Appels d'Offres (TIAO) à 4,50% et le taux de la facilité de prêt marginal à 6,25%, le taux de la facilité de dépôt à 0,00%, et les coefficients des réserves obligatoires à 7,00% sur les exigibilités à vue, et 4,5% sur les exigibilités à terme.

MARCHE DES CHANGES

Sur le marché des changes, depuis le début de l'année 2022, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales monnaies. Par rapport au dollar américain, cette évolution résulte des différences de politique monétaire menées par la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Fédéral Reserve (Fed). Les investisseurs ayant de plus en plus tendance à vendre l'euro pour acheter le dollar. En outre, les mouvements de capitaux qui se dirigent davantage vers la zone dollar exercent un effet de dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. Au final, depuis janvier 2022, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du real brésilien (12,2 %), du dollar américain (11,1 %), du naira (8,9 %), du dollar canadien (4,8 %), du franc suisse (4,6 %), et de la roupie indienne (1,5 %). En revanche, il s'est apprécié par rapport la livre turque (23,6 %), au yen japonais (14,5 %), au rand sud-africain (3,6 %), à la livre sterling (3,6 %) et au yuan chinois (2,0 %).

Graphique 3 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US en moyenne mensuelle



Source : Banque de France

II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2022

Malgré un contexte international adverse, marqué par une inflation galopante, des conditions monétaires restrictives, le conflit Russie-Ukraine, ainsi que la résurgence de la pandémie en Chine, la Guinée Equatoriale a enregistré un regain d'activité en 2022, favorisé notamment par la hausse de cours mondiaux des hydrocarbures.

En effet, le taux de croissance du PIB est estimé à 3,1% en 2022, soit une révision légèrement à la baisse par rapport à la prévision initiale (+3,9%), et contre une croissance 0,9% en 2021.

Ainsi, les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale en 2022 ont été :

- **Au plan externe :** i) la hausse des cours du pétrole brut équato-guinéen (65,6 dollar/baril en 2021 à 94,4 dollars \$ /baril en 2022), et du gaz (312,5 dollar \$/tonne en 2021 à 449,5 dollar/tonne en 2022), soit une hausse de 43,8% ; ii) une dépréciation du FCFA par rapport au Dollar américaine de 15,3% (554,2 FCFA/\$ en 2021 à 639,0 FCFA/\$ en 2022), et iii) un renforcement des termes de l'échange de 42,7% (indice de termes de l'échange de 78,6 en 2021 à 112,2 en 2022) ;
- **Au plan interne:** i) une notable hausse des exportations de Méthanol, Gas Naturel Liquéfié et Autres Gaz de 12,8% évoluant à 5,8 millions de tonnes barils (184,7 milliers de Bbl/jour) en 2022 contre 4,8 millions de barils (150,9 milliers de Bbl/jour) en 2021; ii) une diminution de la production du pétrole brut de 9,2% évoluant à 5,4 millions de tonnes (108,8 milliers de barils/jour) en 2022 contre 5,9 millions de tonnes (118,9 milliers de barils/jour) en 2021; iii) une augmentation de la production de bois de 167,7% (139,1 milliers de m³ en 2022 face à 51,9 milliers de m³ en 2021); iv) une augmentation de dépenses en capital de l'Etat à hauteur de 64% ; v) l'ouverture totale des frontières terrestres et aériennes, qui avaient été fermées dans le cadre des mesures prises par la contention de la pandémie, créant ainsi, une hausse de la consommation et des investissements privés; ainsi que vi) des fortes pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation moyenne annuelle estimé à 4,9% en 2022, en-dessus de la norme communautaire.

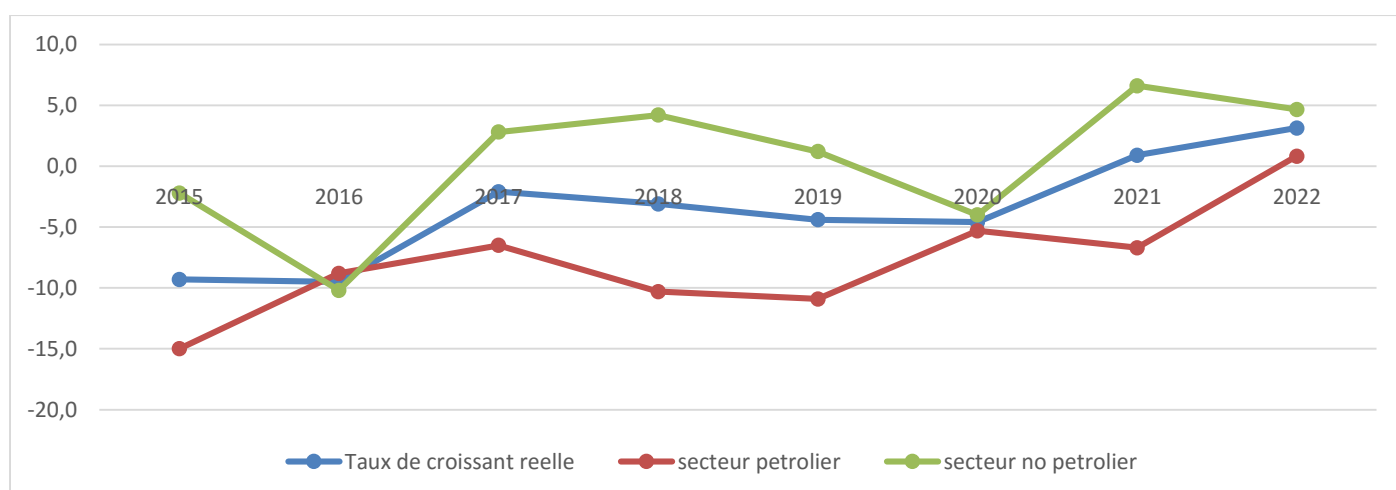
A. SECTEUR REEL ET PRIX

La croissance économique réelle de la Guinée Equatoriale est ressortie en hausse de 3,1% en 2022, après une timide reprise amorcée en 2021 de 0,9%. Cette embellie de l'activité économique a été soutenue par le dynamisme du secteur non pétrolier, ainsi que l'effet de la flambée de cours des hydrocarbures dans la période d'analyse. Pour le secteur pétrolier, il est enregistré un accroissement de 0,9% en 2022 après - 6,7% en 2021, et le secteur non pétrolier a décliné de 4,5% en 2022, après 6,6% en 2021.

Les facteurs suivants expliquent l'évolution de cette conjoncture économique :

- **Pour le secteur pétrolier:** *i)* un contexte mondiale marqué par le rebond des cours des hydrocarbures, du fait de la contraction de l'offre mondiale, lié au conflit entre la Russie et l'Ukraine; *ii)* des meilleures performances de la production de GNL et Méthanol par rapport à l'année précédente, suite à la réparation effectuée sur le complexe pétrolier à Punta Europa à la suite de l'incendie survenu à fin septembre 2021, ainsi que, *iii)* un meilleur rendement de la production de pétrole brut par rapport à la prévision initiale, tirant profit de la hausse de cours.
- **Pour le secteur non pétrolier :** *i)* la levée des mesures des restrictions mises en place pour la contention de la pandémie, notamment l'ouverture des frontières terrestres et aériennes, la suppression des confinements pour les passagers arrivant en Guinée Equatoriale, ont créé un regain de confiance et en conséquence une hausse de la consommation et des investissements privés ; *ii)* la progression des dépenses en capital de l'Etat ; ainsi que *iii)* la hausse exponentielle de la production de bois.

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2015-2022 (%)



Sources : BEAC

1.0- Evolution de la contribution de la demande à la croissance globale

En 2022, la *demande intérieure brute* a contribué positivement à la croissance de 12,8%, favorisée par la consommation.

En effet, la *consommation globale* a affiché une contribution positive à la croissance de 14,4% en 2022, sous l'effet notamment de la reprise de la consommation privée de 15,1% malgré un contexte de contention de la consommation publique (-0,7%). La normalisation progressive des activités économiques, suite à une période prolongée de restrictions est à l'origine de l'affermissement de la consommation privée.

Par contre les *investissements bruts* ont affiché une contribution négative de 1,7% en 2022, expliquée notamment par la chute des investissements privés hors pétrole (-4,5%), malgré une nette amélioration des investissements de l'Administration Publique (+1,3%).

Par ailleurs, la *demande extérieure nette* a affiché une contribution négative à hauteur de 9,7% en 2022, pénalisée par l'accroissement des importations (-13,4%). Par contre, les *exportations de biens et services* ont soutenu la croissance positivement de 3,7% en 2022, favorisée par la bonne performance du secteur pétrolier.

Tableau 2 : Contribution de la demande à la croissance réelle

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 0 | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | - |
| PRODUIT INTERIEUR BRUT | 8,4% | -4,0% | -0,7% | -9,3% | -9,5% | -2,1% | -3,1% | -4,4% | -4,6% | 0,9% | 3,1% |
| DEPENSES INTERIEURES BRUTES | 7,3% | 1,8% | -1,8% | -29,4% | -7,1% | -1,5% | 1,5% | -7,8% | -11,1% | 13,2% | 12,8% |
| Consommation | -0,4% | 3,8% | 3,2% | -22,8% | 5,4% | -14,2% | 0,7% | 1,0% | -8,7% | 12,8% | 14,4% |
| Publique (Etat) | 7,2% | 1,7% | -2,6% | -2,0% | 1,0% | 0,1% | 0,8% | 0,7% | -2,6% | 0,6% | -0,7% |
| Privée | -7,6% | 2,2% | 5,8% | -20,8% | 4,4% | -14,3% | -0,2% | 0,3% | -6,0% | 12,2% | 15,1% |
| Investissements bruts | 7,7% | -2,1% | -5,1% | -6,6% | -12,6% | 12,7% | 0,9% | -8,8% | -2,4% | 0,4% | -1,7% |
| Formation brute de capital fixe | 7,7% | -2,1% | -5,1% | -6,6% | -12,6% | 12,7% | 0,9% | -8,8% | -2,4% | 0,4% | -1,7% |
| Publics | 6,5% | -5,1% | -1,8% | -1,3% | -10,8% | -2,5% | 0,8% | -3,2% | -1,2% | -0,1% | 1,3% |
| Privée (Entreprises, ménages et autre) | 1,2% | 3,0% | -3,3% | -5,3% | -1,8% | 15,2% | 0,1% | -5,5% | -1,3% | 0,5% | -2,9% |
| dont Secteur pétrolier | 2,2% | 1,3% | -3,7% | -2,2% | -1,0% | 8,3% | -0,8% | -5,4% | -0,1% | 1,4% | 1,6% |
| dont Secteur non pétrolier | -1,1% | 1,7% | 0,4% | -3,1% | -0,8% | 6,9% | 0,9% | -0,2% | -1,1% | -0,9% | -4,5% |
| Variations des stocks | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| EXPORTATIONS NETTES | 1,1% | -5,7% | 1,1% | 20,1% | -2,4% | -0,5% | -4,6% | 3,4% | 6,5% | -12,3% | -9,7% |
| Exportations de biens et services non fact | 2,9% | -4,2% | 0,3% | -4,2% | -3,8% | 2,0% | -10,1% | -2,9% | -4,5% | -17,5% | 3,7% |
| Biens | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Pétrole brut | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Autres | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Services non facteurs | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Importations de biens et services non fact | -1,8% | -1,6% | 0,8% | 24,4% | 1,4% | -2,5% | 5,6% | 6,3% | 11,1% | 5,2% | -13,4% |
| Biens | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Secteur pétrolier | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Autres | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Services non facteurs | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |

Sources: Administrations nationales et BEAC

1.1- Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

Suivant l'optique offre, les secteurs secondaire et tertiaire ont soutenu la croissance réelle en 2022. En effet, le secteur secondaire a contribué à la croissance à hauteur de 3,0% sous l'effet notamment de bonnes performances de la branche méthanol et autres gaz. De même, le secteur tertiaire a affiché une contribution à la croissance de 1,4%, favorisée par les branches services pétroliers, services financiers, ainsi que le transport et télécommunications.

Par contre, le secteur primaire a enregistré une contribution négative de 1,5% en 2022, en raison de la mauvaise performance de la production pétrolière par rapport à l'année précédente. En plus, la contribution de branches telles que l'agriculture et pêche est restée nulle au cours des années.

Tableau 3 : Contributions des secteurs à la croissance réelle

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| | | | | 0 | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | - |
| Secteur primaire | 3,9% | -5,5% | 0,7% | -2,6% | -6,4% | -4,8% | -2,9% | -2,9% | -0,2% | -4,5% | -1,5% |
| ----- | | | | | | | | | | | |
| Agriculture | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Cultures d'exportations | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Secteur de subsistance | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Elevage et chasse | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Sylviculture et exploitation forestière | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | -0,1% | -0,2% | -0,2% | -0,1% | 0,0% | 0,3% |
| Pêche | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,2% | 0,0% |
| Pétrole | 2,8% | -5,3% | 0,5% | -2,4% | -5,7% | -4,9% | -2,7% | -2,6% | 0,0% | -4,7% | -1,9% |
| Gaz naturel | 0,0% | 0,0% | 0,0% | -0,1% | -0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,1% |
| Autres industries extractives | 1,1% | -0,2% | 0,0% | -0,2% | -0,8% | 0,1% | 0,0% | -0,1% | -0,1% | -0,1% | 0,0% |
| Secteur secondaire | 3,4% | -1,6% | -2,7% | -7,1% | -4,4% | 2,3% | -2,2% | -3,1% | -2,9% | 1,6% | 3,0% |
| ----- | | | | | | | | | | | |
| Méthanol et Autres Gaz | -0,8% | 1,0% | 0,1% | -5,8% | 1,1% | 1,4% | -2,4% | -2,4% | -2,2% | 1,8% | 2,2% |
| Industries manufacturières | -0,2% | 0,2% | 0,3% | 0,4% | 0,2% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,2% | 0,1% | 0,0% |
| Energie, gaz et eau | 0,1% | 0,0% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | -0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 0,0% |
| Construction | 4,3% | -2,8% | -3,2% | -1,7% | -5,7% | 0,8% | 0,1% | -0,8% | -0,9% | -0,3% | 0,8% |
| Secteur tertiaire | 1,2% | 2,5% | 0,5% | 0,0% | 1,4% | 0,3% | 1,9% | 1,4% | -1,5% | 3,6% | 1,4% |
| ----- | | | | | | | | | | | |
| Commerce, restaurant et hôtel | -0,5% | 0,6% | 0,4% | 1,6% | 0,9% | 0,0% | 0,1% | 0,9% | -1,4% | 0,7% | 0,1% |
| Transports et télécommunications | -0,3% | 0,0% | 0,5% | 0,8% | 0,6% | 0,1% | 0,1% | 0,2% | 0,1% | 0,7% | 0,1% |
| Services financiers et immobiliers | 0,1% | -0,1% | 0,0% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,2% | 0,0% | -0,1% | 0,7% | 0,4% |
| Services pétroliers | 1,5% | 1,9% | -0,7% | -3,8% | -0,4% | 0,2% | 0,4% | -0,5% | -0,1% | 0,6% | 0,8% |
| Administrations publiques | 0,5% | -0,1% | 0,0% | 0,7% | 0,4% | 0,3% | 0,7% | 0,8% | 0,2% | 0,9% | -0,3% |
| Autres services | -0,1% | 0,3% | 0,2% | 0,6% | -0,1% | -0,2% | 0,3% | 0,1% | -0,2% | 0,0% | 0,2% |
| PIB au coût des facteurs | 8,5% | -4,6% | -1,5% | -9,7% | -9,4% | -2,2% | -3,1% | -4,5% | -4,6% | 0,7% | 2,8% |
| Taxes nettes sur les produits | -0,1% | 0,6% | 0,8% | 0,4% | -0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,2% | 0,2% |
| PIB à prix constants | 8,4% | -4,0% | -0,7% | -9,3% | -9,5% | -2,1% | -3,1% | -4,4% | -4,6% | 0,9% | 3,1% |
| Pour mémoire | | | | | | | | | | | |
| ----- | | | | | | | | | | | |
| Secteur pétrolier | 2,0% | -4,3% | 0,7% | -8,3% | -4,6% | -3,4% | -5,2% | -5,1% | -2,3% | -2,9% | 0,3% |
| Secteur non pétrolier | 6,4% | 0,4% | -1,4% | -1,0% | -4,9% | 1,3% | 2,1% | 0,7% | -2,3% | 3,8% | 2,7% |

Source : BEAC

1.1-1. Secteur primaire

- ***Agriculture vivrière : Activité marginale de la production vivrière***

Cette branche d'activité est marquée par l'arrêt des champs pilotes créés par le gouvernement visant à accroître la capacité de production en produits vivriers. Par ailleurs, selon les informations qualitatives recueillies par l'équipe de collecte des données de la Direction Nationale de la BEAC, auprès le Ministère Agriculture, Elevage, Foret et Environnement, cette branche d'activité rencontre de multiples difficultés qui sont, entre autres :

1. L'absence d'une assistance technique, logistique et financière de la part du Gouvernement pour les coopératives agricoles ;
2. Des déficiences structurelles et opérationnelles de l'Institut National pour la Promotion Agricole de la Guinée Equatoriale (INPAGE), qui limitent le bon fonctionnement de cette branche d'activité ;

Par ailleurs, la Délégation Régionale de l'Agriculture, Elevage, Foret et Environnement, chargée du suivi de ce secteur sur la partie continentale rencontre également des contraintes pour les déplacements à l'intérieur du pays, difficultés, ainsi la collecte des données de produits vivriers.

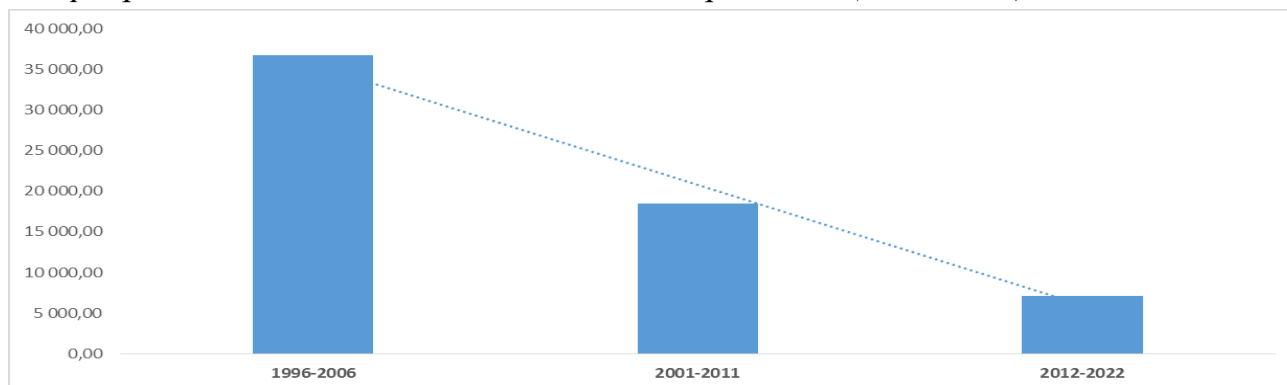
- ***Agriculture d'exportation (Cacao et Café) : Exportation marginale du cacao***

La production nationale en produits agricoles d'exportation de la Guinée Equatoriale se limite à des quantités marginales de cacao, en constante diminution depuis les années 1990 en corrélation avec le début de l'exploitation des hydrocarbures. En conséquence, l'économie équato-guinéenne est parmi les moins diversifiées de la sous-région.

Ainsi, la filière cacao est confrontée à un contexte marqué par : (i) le vieillissement des cacaoyers, (ii) l'absence d'un plan ambitieux pour relancer le secteur, et (iii) une faible attractivité pour la main-d'œuvre. Tous ces facteurs constituent des obstacles importants pour le développement soutenable et la diversification de l'économie de ce secteur.

Par ailleurs, d'après les échanges sur le terrain avec les responsables de l'INPAGE, les perspectives pour la campagne 2022/2023 s'annoncent pessimistes par rapport à la campagne précédente, dont le volume d'exportations de cacao prévue sera en dessous de 500 tonnes. Cette contreperformance s'explique par la perte d'autonomie financière au détriment de l'entité qui limite la capacité opérationnelle de cet Entité, et par conséquent pénalise le cycle de vie de la production.

Graphique 2 : Production de cacao en Guinée Équatoriale (1996-2022)



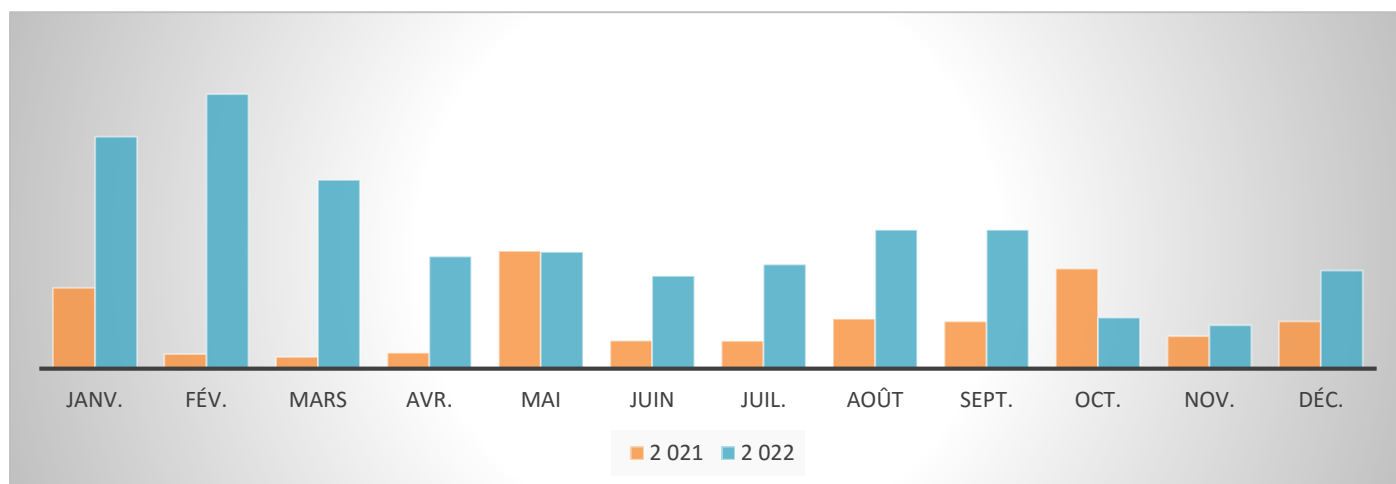
Source : BEAC, Chambre de Commerce de Bioko

Pour la filière du café, en quasi abandon depuis 2007, l'entreprise Matroguisa en 2016 a relancé la production de café sur la partie continentale du pays, avec deux champs situés à Ayantang, dans la zone de Mbini et Santa Marta, dans la zone de Niefang, dotée d'une extension de 500 hectares chacun. La production de cette initiative privée est encore en phase expérimentale.

- ***La sylviculture : Hausse de la production du bois en grume***

Selon les données du Ministère de l'Agriculture, élevage, forêt et environnement, au 31 décembre 2022 on observe un rebond exponentiel de la production de bois en grume de 220% en variation annuelle, se situant à 170 183 m³ contre seulement 53 131 m³ un an auparavant.

Graphique 3 : Évolution mensuelle de la production de bois en grume (volume en mètres cubes)



Sources : Ministère en charge des Forêts

L'activité d'exportation de bois s'est orientée légèrement à la hausse, favorisée par l'Arrêté Ministériel n°93/2020, du 26 octobre, portant autorisation, à nouveau, de l'exportation de bois en grume, dont le but est la mobilisation de ressources dans un contexte marqué par la crise sanitaire.

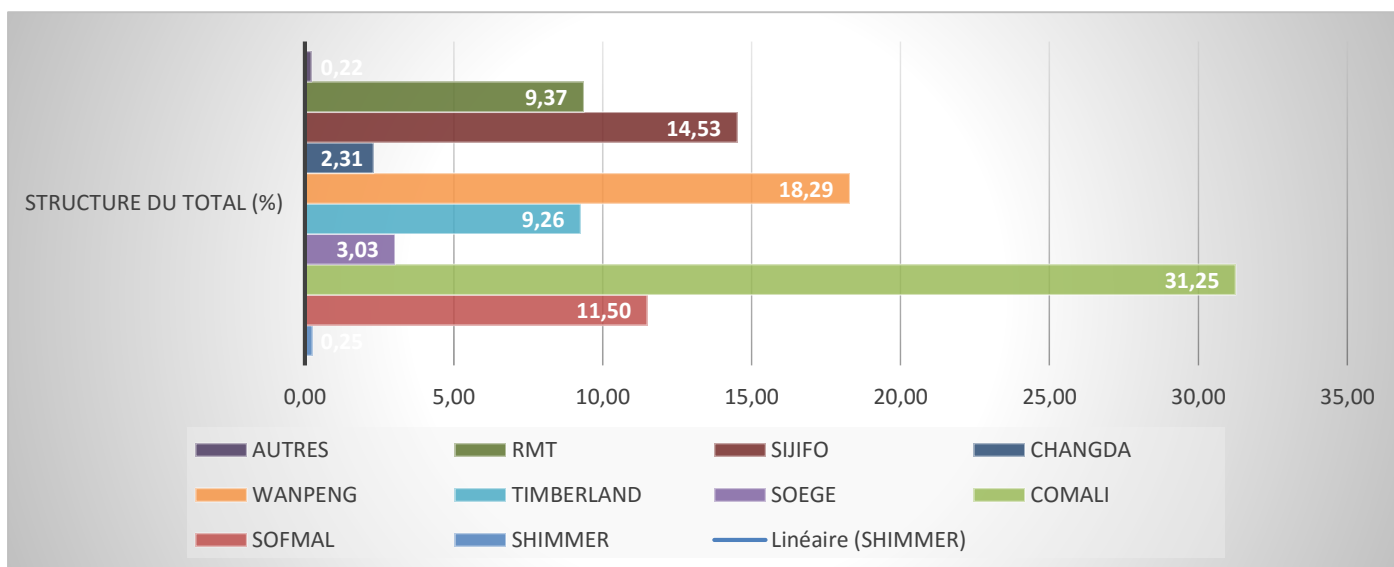
En termes de perspectives, d'après les échanges avec les autorités administratives du secteur dans la partie continentale du pays, il en ressort que l'évolution du secteur à moyen et long terme s'annonce inquiétante, du fait de :

i) Une réduction progressive de l'extension territoriale forestière, due en partie à l'absence d'un programme national de reforestation, ainsi qu'un contrôle laxiste sur l'abatage des espèces protégés ;

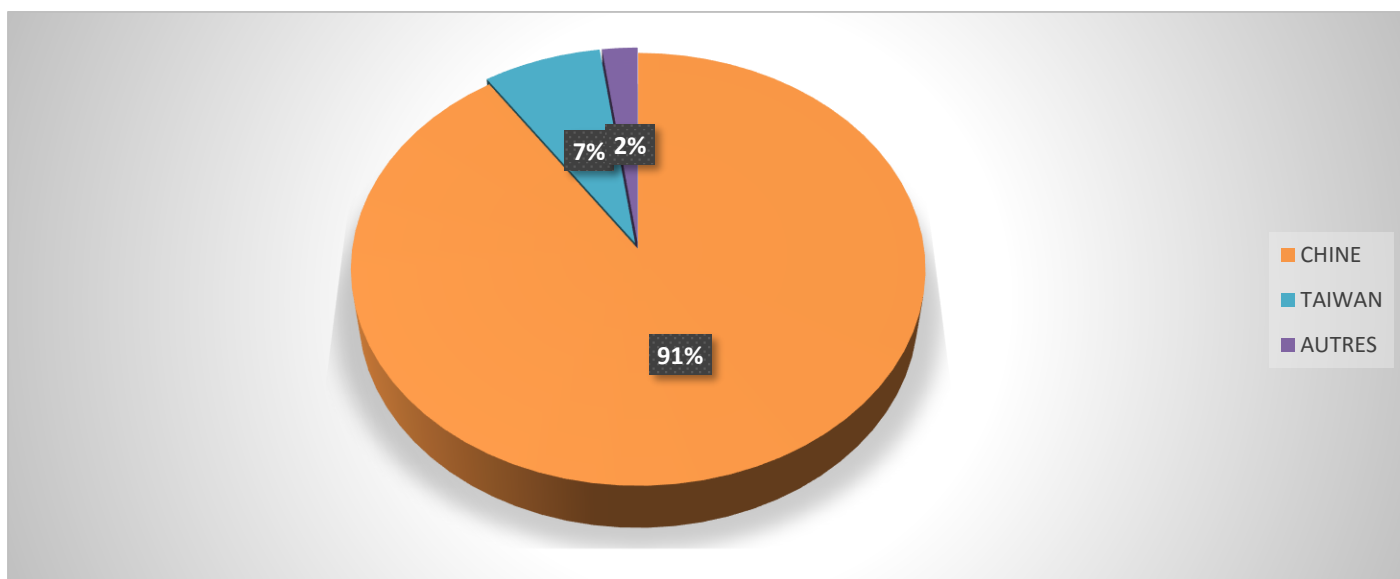
ii) L'absence d'un plan national de transformation sur place, dans le but d'améliorer la chaîne de valeur de la branche, en ligne avec le plan des instances de la CEMAC, d'interdire les exportations de bois en grume dans la sous-région. Cette mesure qui aurait dû entrer en vigueur en janvier 2023, a été reprogrammée à une date ultérieure.

A titre de politique économique à implémenter pour garantir la soutenabilité de l'industrie forestière de la Guinée Equatoriale, la révision du cadre réglementaire et la conception d'un programme national de reforestation, sont les principaux axes sur lesquels doit s'articuler la stratégie du Gouvernement, pour le développement durable de la filière.

Graphique 4 : Exportation du bois en grume par société (Volume en m3)



Source : Délégation Régionale des Forêts



Source : Délégation Régionale des Forêts

- **Le secteur de la pêche² : production nulle de la pêche industrielle**

La contribution à la croissance du secteur de la pêche reste faible par rapport à son potentiel, bien que faisant partie des secteurs stratégiques du Programme de Diversification Economique du Gouvernement (PNDES 2035).

Le développement du secteur de la pêche comme vecteur de croissance économique pour le pays passe par la mise en œuvre de réformes institutionnelles et opérationnelles, afin de lui doter d'un environnement réglementaire plus attractif pour les investissements. Il est à souligner des avancés dans ce sens, notamment la modernisation du cadre réglementaire, ainsi que le Plan de Gestion et le règlement d'immatriculation des navires, en cours d'approbation.

En effet, la chaîne de valeur du secteur est restée sous-exploitée due aux circuits de production, de transport et de commercialisation qui restent embryonnaires. Ainsi, les marchés locaux sont approvisionnés uniquement par la production de la pêche artisanale du fait que la totalité de la production industrielle est dédiée à l'exportation. De ce fait, les besoins des consommateurs locaux sont essentiellement couverts par les importations de poissons congelés. En conséquence, la Guinée Équatoriale est un importateur net de poisson, malgré le potentiel des ressources halieutiques du pays.

Par ailleurs, le non-respect des textes sur les aires protégées ainsi que l'absence d'une brigade chargée du contrôle et le suivi des activités des armateurs pratiquant la pêche industrielle pourraient

² Le secteur de la pêche en Guinée Equatoriale est régi par la loi num.11/2017 du 20 novembre portant sur l'activité de la pêche et aquaculture.

constituer également un frein pour le développement de la filière du poisson dans le pays. A moyen terme, l'évolution du secteur restera conditionnée à la finalisation des grands projets d'investissements engagés par le pays pour accroître la valeur ajoutée du secteur de la pêche. Ces projets concernent entre autres la transformation de thon à Annobon, cofinancée par l'Etat et la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et le Projet d'Appui au Développement des chaînes de valeurs du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (PASPA), financé par la Banque Africain de Développement (BAD).

En termes de données statistiques correspondant à la période d'analyse, aucune capture n'a été déclarée par le Ministère en charge de la pêche, en raison de la décision adoptée par les autorités politiques du pays de suspendre temporairement l'activité de la pêche dans les eaux juridictionnelles du pays compte tenu des problèmes sécuritaires maritimes dans le Golfe de Guinée.

- ***Le secteur pétrolier : Hausse des cours et baisse de la production du pétrole brut***

La production pétrolière de la Guinée Equatoriale poursuit la tendance baissière observée au cours de dernières années en raison de l'arrivée à maturité des principaux gisements et la baisse de nouveaux investissements pour relancer le secteur. Pour y remédier, le Ministère en charge a lancé à fin mars 2022, l'initiative InvestinEGEnergy dont le but est de rendre le secteur plus attractif vis-à-vis des investisseurs étrangers. A cet égard, une nouvelle ronde de licitation pétrolière est prévue pour l'année 2023. En outre, le Ministère envisage de réaliser des études de viabilité et faisabilité sur la prospection de la production sur terre (on-shore) sur la partie continentale du pays, avec l'assistance de l'entreprise pétrolière vénézuélienne PDVSA.

Pour l'année 2022, le secteur pétrolier de la Guinée Equatoriale a été marqué par : *i)* un niveau élevé des prix, favorisé par la contraction de l'offre mondiale, suite au conflit en Europe ; *ii)* un niveau de production supérieur aux prévisions initiales, et *iii)* la filtration d'eau dans le navire de production Zafiro, propriété de la société Mobil Equatorial Guinea INC (MEGI), à mi-septembre, ce qui a perturbé le rythme de production observé tout au long de l'année.

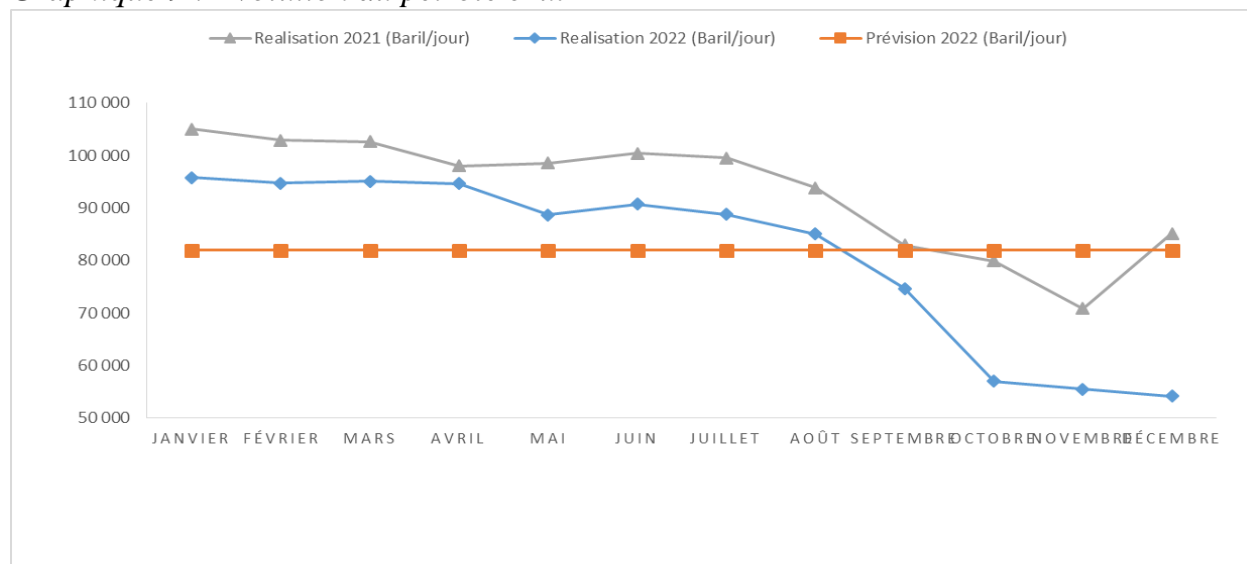
En effet, la production pétrolière (pétrole brut et condensat) au 31 décembre 2022 s'est située à 39,4 millions de barils, contre 43,4 millions de barils à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 9,2%.

L'évolution de la production pétrolière se présente de la manière suivante :

- ✓ ***Pétrole brut***

Pour l'année 2022, la production moyenne journalière de pétrole brut s'est située à 108 053,79 barils/jour, contre 118 896,19 barils/jour en 2021, soit une baisse de 9,2%, en gardant la tendance baissière observée depuis quelques années, liée notamment à l'arrivée à maturité des principaux puits pétroliers.

Graphique 9 : Évolution du pétrole brut

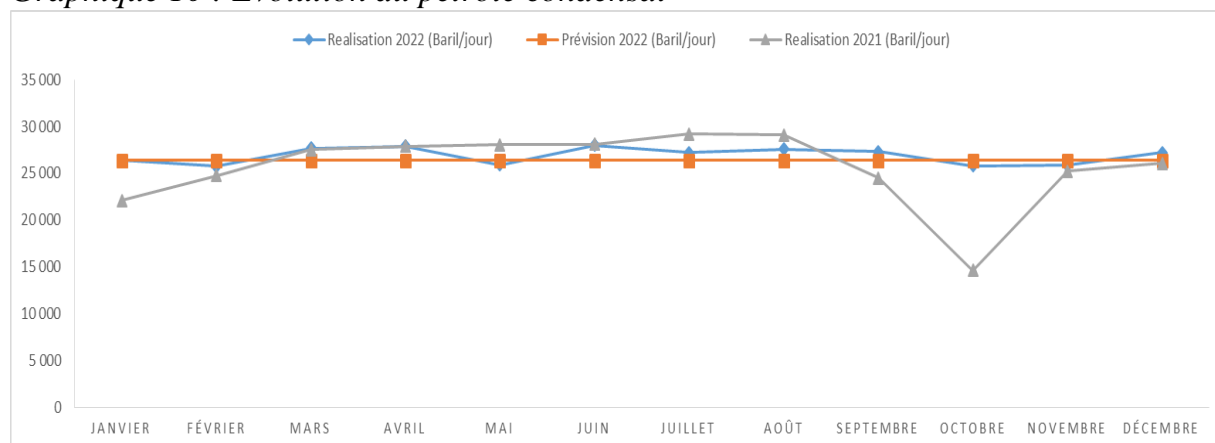


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

✓ **Pétrole condensat**

Au 31 décembre 2022, la production moyenne journalière de condensat s’est située à 26 874,30 barils/jour, contre 25 575,80 barils/jour en 2021, soit une hausse de 5,1%.

Graphique 10 : Évolution du pétrole condensat



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

• **Le Secteur Minier**

Le secteur minier du pays est encadré par la Loi n°1/2019 du 29 novembre et du Règlement d’application n°1/2020, du 13 avril sur les opérations minières. Ainsi, selon le Ministère des Mines et des Hydrocarbures, pour la période 2021-2024, il est prévu la réalisation des projets suivants : *i)* la création d’une entreprise nationale des mines et d’une entreprise nationale d’exploitation des arides, *ii)* l’organisation d’une nouvelle ronde de licitation prévue pour le premier trimestre de l’année 2023, *iii)* la création d’un service géologique national et, *iv)* la mise en service d’une école et d’un laboratoire des mines.

Par ailleurs, deux sociétés opèrent actuellement dans le secteur minier national. Il s'agit de la société Shefa Gold, déjà en phase de production test de l'or alluviale et de la société Blue Magnolia, toujours en phase de prospection et exploration des mines. L'entreprise Shefa Gold a déjà investie environ 5,5 millions dollars (4,8 millions de euros), et l'entreprise Blue Magnolia 1,9 millions de dollars depuis 2021. Ainsi, le pays après la production du premier kilogramme d'Or alluviale à mi-mars 2022, envisage une nouvelle ronde de licitation minière au cours de l'année 2023, afin d'attirer davantage d'investissements et d'élargir les zones d'explorations.

1.1.2- Secteur secondaire

En 2022 le secteur secondaire a soutenu la croissance réelle à hauteur de 3,0% sous l'effet notamment de bonnes performances de la branche méthanol et autres gaz.

✓ Branche Gaz Naturel Liquéfié (LNG), Méthanol et Autres Gaz

La production totale de gaz au 31 décembre 2022 s'est située à 62,6 millions de BEP³ après avoir enregistré 54,9 millions de BEP en 2021, soit une amélioration de 14,2%, même s'il s'agit d'une contreperformance par rapport à la prévision initiale. En termes de structure du marché, le Gaz Naturel Liquéfié (LNG) a constitué le 81,8% des exportations totales du pays en 2022, suivi du méthanol (11,4%), le propane (4,1%) et le butane (2,7%).

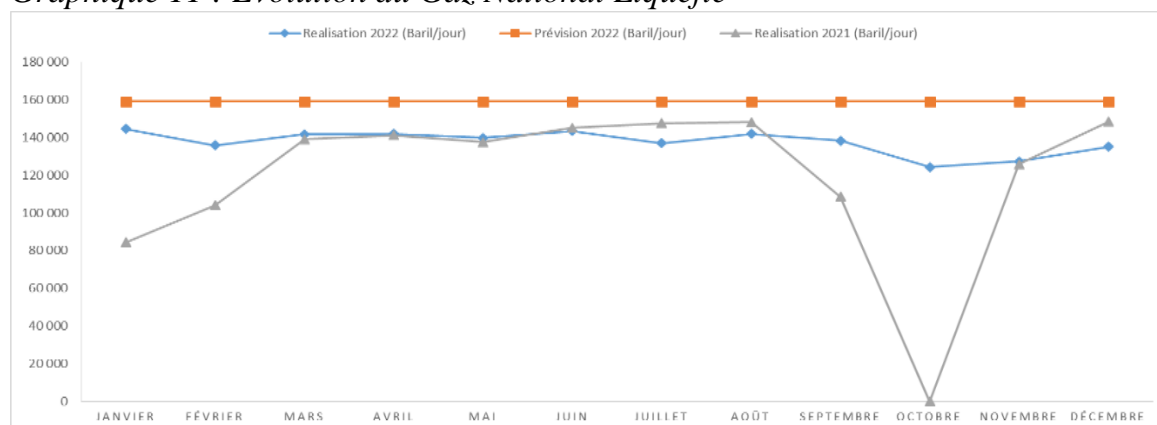
L'évolution de l'activité, par type de produit, se présente comme suit :

○ Gaz Naturel Liquéfié (LNG)

La production annuelle de GNL s'est située à 50,2 millions de BEP, contre 43,4 millions de BEP un an plus tôt, soit une hausse de 15,4%, même s'il s'agit des réalisations en dessous des prévisions initiales.

³ BEP : Barils Equivalents de Pétrole

Graphique 11 : Évolution du Gaz National Liquéfié

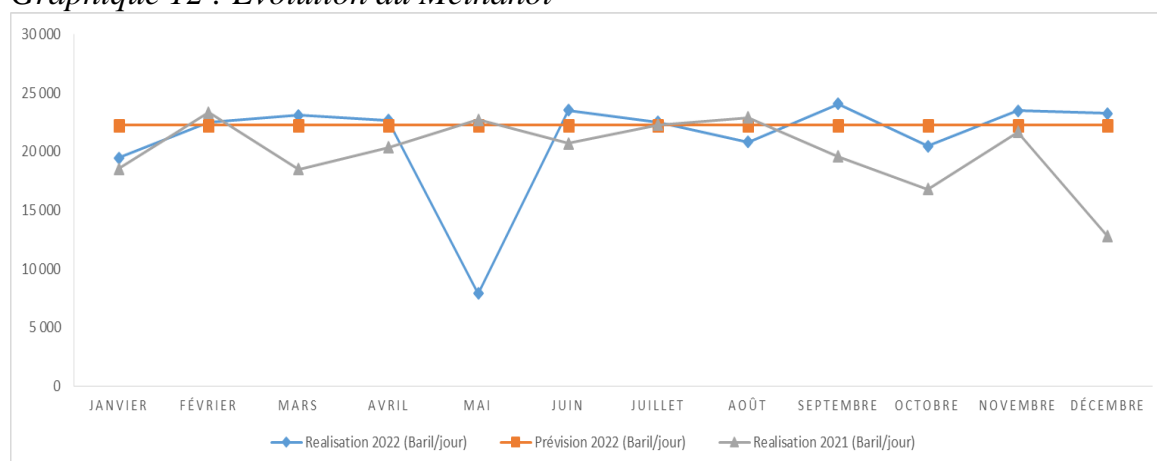


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

○ **Méthanol**

Dans la période analysée, la production totale de Méthanol s’est établie à 7,7 millions de BEP face à 7,2 millions de BEP enregistrés en 2021, soit une augmentation de 5,7%.

Graphique 12 : Évolution du Méthanol



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

○ **Autres Gaz**

La production des autres Gaz (Propane, Butane et LPG⁴ mixte) au 31 décembre 2022 a été de 4,7 millions de BEP contre 4,3 millions de BEP produits en un an auparavant, favorisé par la bonne performance du propane.

✓ **Industries forestières et manufacturières**

Au 31 décembre 2022, la transformation du bois a affiché une baisse de 22,8% se situant à 39,7 milliers de m³, contre 49,1 milliers de m³ en 2021. Cette contreperformance est expliquée par

⁴ Gas de pétrole liquéfié

la décision du Ministère en charge du secteur de réduire l'abattage des arbres, en limitant les autorisations de concessions forestières à 15 milliers d'hectares par opérateur. Cette superficie est jugée insuffisante par les acteurs de la filière de transformation de bois, car elle réduit le volume de bois à transformer.

En ce qui concerne les *autres industries manufacturières*, l'activité s'est orientée légèrement à la baisse, du fait d'une contraction de l'offre locale liée à la hausse des coûts des matières premières, ainsi qu'une faible capacité de production d'un des opérateurs de l'industrie. Ainsi, la production locale des industries brassicoles en 2022 a diminué légèrement de 2,6%, se situant à 622,2 milliers d'hectolitres après avoir été de 638,6 milliers d'hectolitres en 2021.

✓ *Energie, gaz et eaux.*

L'investissement public pour la production d'électricité dans le pays a expérimenté une croissance exponentielle ces dernières années. D'après la Direction Générale de l'Energie et des Industries, le pays dispose actuellement d'une capacité de production d'environ 112 millions de kW/h répartis en centrales hydroélectriques et thermiques, bien supérieure à la demande énergétique nationale. Pour l'année 2023, une nouvelle turbine a été ajoutée à la centrale de Turbogaz, augmentant la capacité installée de 42 MW supplémentaires. Il est également envisagé pour l'année en cours, la mise en production de la centrale de Sendje, dotée d'une capacité de production de 200 MW, devenant ainsi la plus grande centrale du pays.

Ainsi, le pays est actuellement doté d'une capacité énergétique installée bien supérieure à la demande nationale, et envisage d'exporter l'énergie électrique à travers l'interconnexion avec les zones rurales des pays limitrophes avec la Guinée Equatoriale, dans le cadre de l'initiative du Pôle énergétique de l'Afrique centrale.

1.1.2- Secteur tertiaire : Dynamisme de l'activité des services pétroliers et des télécoms

Le secteur tertiaire contribuerait à la croissance de 1,4% en 2022 soutenu principalement par la bonne dynamique des services pétroliers, ainsi que le transport et les télécommunications.

✓ *Branche commerce, restauration et hôtels.*

Au 31 décembre 2022, le chiffre d'affaire globale des sociétés commerciales y compris les sociétés de commerce en général et en détail, ainsi que les sociétés de vente d'équipements et matériel de construction, s'est quasiment stabilisé, se situant à 257,4 milliards de FCFA, contre 255,8 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente.

Pour les activités hôtelières, le *taux d'occupation moyen* des principaux hôtels du pays s'est situé à 35,1% en 2022 contre 34,8% l'année précédente. En termes de perspectives à moyen terme pour le secteur du tourisme, le Gouvernement souhaite miser sur le potentiel touristique du pays en améliorant le cadre réglementaire et renforçant la visibilité du pays à l'internationale. Ainsi, les autorités ont signé un contrat avec l'entreprise VFS global pour l'implémentation du visa touristique en ligne dès le premier trimestre 2023, afin de réduire les démarches bureaucratiques du passé. Par ailleurs, le Gouvernement a organisé des rencontres en Guinée Equatoriale et à l'international avec

les groupes privés (tours opérateurs, agences de voyages internationaux) pour vendre la destination Guinée Equatoriale.

✓ ***Branche services pétroliers.***

L'offre locale de produits raffinés (essence, gasoil, jet A1 et pétrole lampant) s'est située à 266,9 millions de litres en 2022, contre 261,9 millions de litres en 2021, soit une légère hausse de 1,9% soutenue notamment par les sociétés Total Energies et Tradex. Par type de produit, l'offre de l'essence est ressortie en hausse de 5,5% passant de 91,5 millions de litres en 2021 pour se situer à 96,6 millions de litres un an après. De même le jet A1, en hausse de 22,4% se situant à 42,1 millions de litres en 2022 contre 34,4 millions de litres un an auparavant, en lien avec la reprise du transport aérienne. Par contre, la vente locale de gasoil s'est contracté de 12,3% se limitant à 105,7 millions de litres contre 120,6 millions de litres vendus en 2021, sous l'effet notamment des ruptures de stock de certaines sociétés au cours de la période d'analyse.

✓ ***Branche transports et télécommunication.***

Pour le transport aérien, selon l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), le nombre total de passagers à fin décembre 2022 s'est inscrit en forte hausse de 69,5%, se situant à 543 167 passagers contre 327 896 passagers à l'année précédente, ce qui est un indicateur de la reprise du transport aérienne, après une année 2021 lourdement impacté par les restrictions anti-Covid.

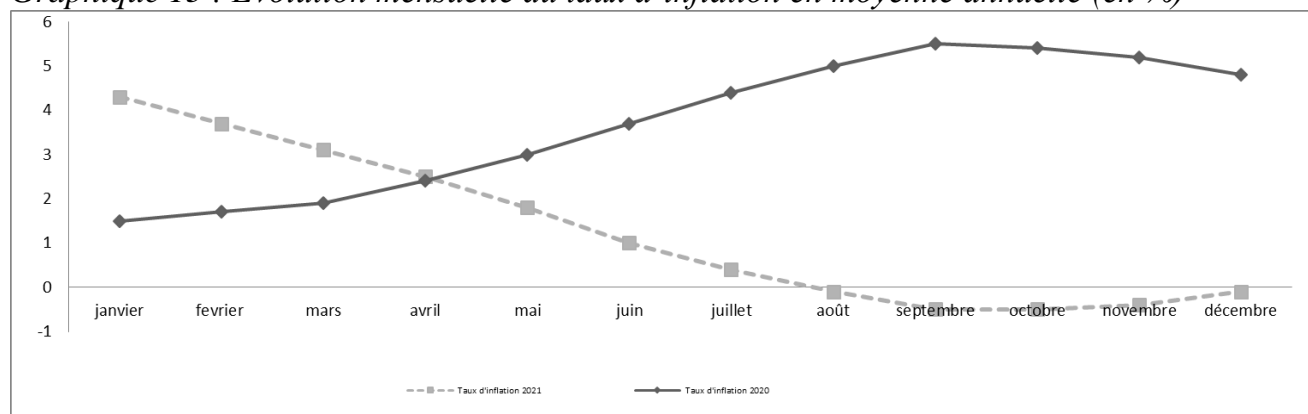
En ce qui concerne les activités des *télécommunications*, le secteur a poursuivi un dynamisme ces dernières années, suite à l'adoption de l'Arrêté Ministériel n°01/2019 du 05 mars portant réduction progressive du prix d'un giga de données mobiles. Ainsi, depuis le 1^{er} septembre 2022, l'arrêté ministériel num.3/2022 des télécommunications a revu à la baisse les prix des données internet, ainsi que les tarifs de gros de la fibre et des fréquences. De même, le gouvernement a adopté des mesures pour encourager les investissements dans le secteur, à travers une réduction significative des droits de douane sur les équipements importés, s'ont également été réduits.

En termes de perspectives, l'organisme de régulation de l'activité des télécommunications (ORTEL) prévoit une croissance significative du nombre d'internautes du fait de la baisse des coûts d'accès. De même, des travaux sont menés sur la réduction ou la suppression complète du coût de l'interconnexion interne. Au niveau communautaire, des travaux sont en cours sur un macro-projet d'unification des réseaux entre les pays de la CEMAC (*roaming-zero*), qui se traduira par la suppression du coût de réception des appels hors du pays.

1.2 Analyse des prix

Sur le front des prix, les données publiées par l'Institut National des Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) tablent sur un taux d'inflation moyen annuelle de 4,9% en 2022, contre -0,1% enregistré en 2021.

Graphique 13 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Source : INEGE

1.3 Analyse de l'emploi : statistiques inconsistantes

Le secteur privé national présente des signes de faiblesse depuis plusieurs années, en corrélation avec la conjoncture économique du pays, marquée par une forte contraction des investissements publics, consécutif à la baisse constante des revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures.

Par ailleurs, il convient de signaler que les données disponibles sur le secteur de l'emploi ne permettent pas d'apprécier clairement l'évolution réelle de l'emploi dans le pays, compte tenu des lacunes des sources statistiques, ainsi que du caractère informel de l'activité d'une grande partie des entreprises du pays.

En ce qui concerne l'emploi public, il convient de noter le recrutement en 2022 de 4 000 fonctionnaires pour occuper des postes dans l'administration centrale de l'État, soit la plus grande offre d'emploi public de l'histoire de la Guinée équatoriale.

B. FINANCES ET DETTE PUBLIQUES

1. FINANCES PUBLIQUE : ACCROISSEMENT DE L'EXCEDENT BUDGETAIRE

La Loi de Finances de l'Etat pour l'année 2022 a été adoptée sur la base des conclusions de la Troisième Conférence Economique Nationale (III CEN) et le Programme financière avec le FMI. Son exécution serait encadrée dans un contexte marqué par : i) Une dégradation des perspectives économiques post pandémiques à échelle mondiale, du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ii) un shock de l'offre mondiale de denrées alimentaires et de l'énergie ; iii) un rebond progressif des cours mondiaux de matières premières, notamment le pétrole brut et le GNL et, iv) une normalisation à l'interne des échanges commerciaux, du fait de la levée des restrictions anti- covid-19.

Sur la base des données fournies par la Direction Générale de Budget à fin septembre 2022, *les recettes budgétaires* se sont fortement accrues de 122% à 1719,35 milliards de FCFA, (dont 91% de recettes pétrolières et 9% non pétrolières) contre 774,8 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente (dont 82% des recettes pétrolières et 18% non pétrolières). En effet, l'activité financière du Gouvernement au troisième trimestre de l'année 2022, s'est vue favorisée par le rebond des cours des hydrocarbures pour la période analysée.

En détail, *les recettes pétrolières* sont ressorties significativement à la hausse de 146%, s'est établissant à 1558,1 milliards de FCFA à fin septembre 2022 contre 634,5 milliards de FCFA douze mois auparavant. Cette évolution a été favorisée par un meilleur rendement des prix des hydrocarbures et des exportations pétrolières. Parallèlement, *les recettes non pétrolières* ont enregistré une augmentation de 15% pour atteindre 161,3 milliards de FCFA contre 140,4 milliards de FCFA au 30 septembre 2021. Cette hausse des recettes non pétrolières est expliquée par l'expansion du recouvrement des impôts liés aux activités commerciales, notamment la TVA et les impôts spéciaux sur les produits raffinés.

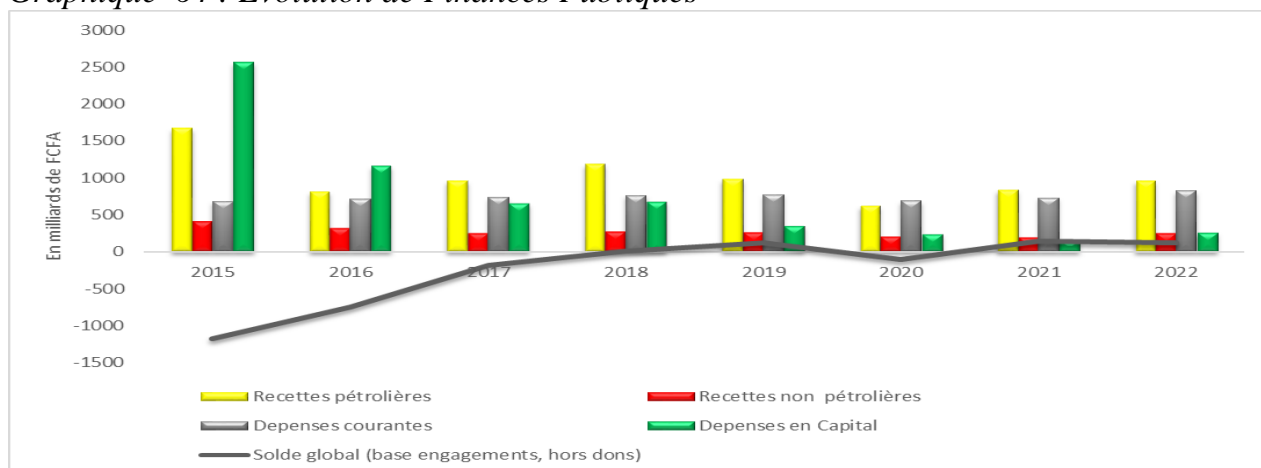
En ce qui concerne *les dépenses budgétaires*, les données disponibles reflètent une hausse de 49%, des dépenses publiques, passant ainsi, de 639,8 milliards de FCFA à fin septembre 2021 pour se situer à 955,3 milliards de FCFA un an plus tard. Cette hausse est attribuable à un niveau des dépenses en capital de l'Etat plus important qu'à la même période un an auparavant. Ainsi, *les dépenses en capital* ont affiché une hausse de 172%, s'est établissant à 323,8 milliards de FCFA à fin septembre 2022 contre 119,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Parallèlement, *les dépenses courantes* ont augmenté de 21% se situant à 631,5 milliards de FCFA après avoir été de 520,6 milliards de FCFA un an auparavant.

S'agissant, de l'exécution budgétaire des finances publiques du pays, elle s'est soldée par une hausse exponentielle de l'excédent budgétaire de 466%, s'établissant à 764,4 milliards de FCFA, contre un excédent de 135,05 milliards de FCFA au 30 septembre 2021. Cette performance des finances publiques est liée étroitement au contexte mondial de hausse de cours des hydrocarbures, malgré de nombreuses incertitudes.

En ce qui concerne les performances budgétaires, l'évaluation de pays de la CEMAC repose : l'évolution du ration dette publique sur PIB ; dette publique extérieure sur PIB et salaires sur recettes non pétrolières. D'après les estimations de la BEAC⁵, le taux d'endettement public intérieur de la Guinée Equatorial devrait se situer aux alentours de 33% PIB réel, le taux d'endettement global se situerait alors à 51%, en deçà de la norme communautaire. Quant au ratio salaires/recettes non pétrolière, il devrait se situer à 95%, après 100% en 2021.

⁵ Ces estimations sont faites par la Direction Nationale de Malabo avec les données du pays à fin septembre 2022.

Graphique 64 : Évolution de Finances Publiques



Source : Direction general de Budget

2. DETTE PUBLIQUE

S'agissant de la dette publique et à garantie publique, selon la Caisse Autonome d'Amortissement de la Dette Publique, elle a diminué de 1,3 % en glissement trimestriel entre le 1er trimestre et 2ème trimestre 2022, passant de 2 835,68 milliards en mars 2022 à 2 797, 76 milliards en juin 2022, dont 953,42 milliards (34%) de dette extérieure, et 1 844,33 milliards (66%) de dette intérieure. Quant au service de la dette, paiements des intérêts et autres dépenses relatives à la dette, en glissement annuel entre juin 2022/2021, le service de la dette s'est accru de 1%.

C. SECTEUR EXTERIEUR : HAUSSE DE L'EXCEDENT DE LA BALANCE COMMERCIAL

S'agissant des comptes extérieurs, les dernières statistiques publiées et validés concernent l'exercice 2016-2017. Cependant, les données disponibles couvrent les périodes 2018, 2019 et 2020 sont en cours de validation pour le Comité Nationale de la Balance de Paiement. Ainsi, sur la base des estimations de la Programmation Monétaire de la BEAC, le solde du compte courant dons officiel inclus ressortirai excédentaire en 2022, représentant 7,6% du PIB, contre un solde aussi positif en 2021 représentant 3,8% du PIB. Cette évolution favorable du solde des transactions courantes est expliquée principalement par l'amélioration du solde de la balance commerciale du pays de 85,9%.

D. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale à fin décembre 2022 a été marquée par i) une augmentation de la position extérieure globale, ii) une diminution des créances nette sur l'Etat, iii) une baisse du financement de l'économie et iv) une augmentation de la masse monétaire en circulation.

1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large

1.1. Avoirs extérieurs nets

Dans l'ensemble, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont augmenté exponentiellement de 920,28 milliards de FCFA, passant d'un solde déficitaire de 151,41 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à un solde excédentaire de 768,86 milliards de FCFA un an plus tard.

Cette augmentation des avoirs extérieurs nets s'explique principalement par la hausse des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale, plus précisément du compte d'opération de 809,67 milliards de FCFA, passant d'un solde déficitaire de 38,17 milliards de FCFA à un solde excédentaire de 771,50 milliards de FCFA.

Les engagements extérieurs (Banque Centrale et banques commerciales) ont diminué de 13,92% (50,73 milliards de FCFA), passant de 364,60 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 313,86 milliards de FCFA un an plus tard, cette baisse est due principalement à la diminution des engagements extérieurs des banques commerciales.

1.2. Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a connu une baisse de 46,31% (701,99 milliards de FCFA), passant ainsi de 1 515,74 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 813,76 milliards de FCFA à la même date un plus tard. Cette évolution est liée à la baisse exponentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat de 113,54% et aussi la diminution du stock des crédits à l'économie de 2,05%.

❖ Créances nettes sur l'Etat

Les créances nettes du système monétaire sur l'Etat ont diminué de 113,54% (683,26 milliards de FCFA) passant de 601,77 milliards de FCFA en décembre 2021 à -81,49 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette évolution exponentielle du solde des créances nettes de l'Etat s'explique principalement par la hausse des Dépôts et Encaisses de l'Etat de 198,55% (639,91 milliards de FCFA), passant de 322,29 milliards de FCFA à 962,20 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

❖ Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a légèrement diminué de 2,05% (18,73 milliards FCFA) sur la période d'analyse. Il passe de 913,97 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 895,25 milliards de FCFA douze mois plus tard.

Suivant les maturités à fin décembre 2022, l'analyse fait ressortir la situation suivante : 700,39 milliards de FCFA de crédits à court terme, 175,20 milliards de FCFA de crédits à moyens terme et 19,66 milliards de FCFA de crédits à long terme. En termes d'analyse globale, les crédits à court terme représentent 78,23%, tandis que les crédits à moyen et à long terme représentent 19,57% et 2,20% respectivement du total des crédits à l'économie à fin décembre 2022. Par secteur d'activité, les branches les plus importantes sont : « Bâtiment et Travaux Publics », « production des services destinés à la collectivité de services sociaux et de services personnel » et « Commerce gros et détail - restauration et hôtel » représentent ainsi 46,49%, 10,74% et 10,13%, respectivement.

2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties

La masse monétaire (M2) s'est accrue de 20,71% (207,00 milliards de FCFA) passant de 999,57 milliards de FCFA à fin décembre 2021 à 1 206,57 milliards de FCFA, en liaison avec la dynamique de ses contreparties.

Selon l'analyse de ses composantes, les disponibilités monétaires ont augmenté de 13,36%, passant de 836,57 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 948,37 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est liée à la hausse de la monnaie fiduciaire de 73,61% à fin décembre 2022. Quant à la quasi-monnaie, elle s'est également accrue de 58,41% (95,20 milliards de FCFA), passant de 163,01 milliards de FCFA à fin décembre 2021, à 258,21 milliards de FCFA un an plus tard.

En ce qui concerne la structure de la masse monétaire, les disponibilités monétaires représentent 83,69% au 31 décembre 2021, contre 78,60% à la même période un plus tard. La quasi-monnaie quant à elle représente 16,31%, contre 21,40 % dans la période sous revue.

E. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE

Entre décembre 2021 et décembre 2022, la situation comptable de la BEAC en Guinée Equatorial a été marquée :

- à l'actif, par une hausse de disponibilités extérieures brutes ;
- et au passif, par la hausse des dépôts de l'Etat

Les **avoirs extérieurs** ont augmenté exponentiellement de 871,27 milliards de FCFA, passant de 25,25 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 896,52 milliards de FCFA au 31 décembre 2022. Cette hausse est due principalement à l'augmentation du solde du Compte d'opération de 809,67 milliards de FCFA dans la période d'analyse.

Pour l'ensemble de la Zone d'Emission, le solde créditeur du Compte d'Opérations a enregistré une hausse de 46,77% (1 776,97milliards de FCFA), passant ainsi de 3 797,98 milliards de FCFA en décembre 2021 à 5 574,31 milliards de FCFA à fin décembre 2022.

Les **créances sur l'Etat**, se sont accrues de 5,24% (41,82 milliards de FCFA), passant de 798,21 milliards de FCFA en décembre 2021 à 840,03 milliards de FCFA un an plus tard, cette augmentation est due au financement reçu de 39,13 milliards de FCFA dans le cadre de l'accord de crédit avec le FMI.

Les **créances sur les banques de la Guinée Equatoriale** ont baissé de 25,15% (43,00 milliards FCFA), passant de 171,00 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 128,00 milliards de FCFA un an plus tard, cette évolution s'explique par la diminution des concours du marché monétaire sur la période sous revue.

AU PASSIF

La **Base monétaire** s'est accrue de 51,98% (218,02 milliards de FCFA), passant de 419,43 milliards de FCFA en décembre 2021 à 637,45 milliards de FCFA en décembre 2022. Ses principales composantes ont évolué comme suit :

- Billets et monnaies hors banques créatrices de monnaie : hausse de 73,61% (139,94 milliards de FCFA) passant de 190,11 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 330,05 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 ;
- Réserves des banques créatrices de monnaie : hausse de 34,22% (78,08 milliards de FCFA) passant de 228,49 milliards au 31 décembre 2021 à 306,69 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 ;
- Dépôts des institutions financières non bancaires : elles se sont maintenue inchangés d'une valeur de 0,71 milliards de FCFA ;
- Dépôts des entreprises publiques non financières : de même elles sont également restées stable de 0,006 milliards de FCFA.

Les **dépôts de l'Etat** se sont accrues de 198,55% (639,91 milliards de FCFA), passant 322,29 milliards au 31 décembre 2021 à 962,20 milliards de FCFA un an plus tard. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des Dépôts spéciaux de 679,30 milliards de FCFA.

Les **engagements extérieurs de la BEAC en Guinée Equatoriale**, se sont accru 1,60% (3,36 milliards de FCFA), passant de 209,95 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 213,30 milliards de FCFA un an plus tard.

Le taux de couverture des engagements à vue de la Zone CEMAC par les avoirs extérieurs a connu une hausse, passant de 63,96 % à 73,07% entre décembre 2021 et décembre 2022.

F. SITUATION BANCAIRE

✚ Evolution de la situation bilancielle

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 31 décembre 2022. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 1 740 Mds FCFA. Il a progressé de 0,2 % au cours du mois de décembre 2022 mais régresse de 30,2 % par rapport au 31 décembre 2021.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 165 Mds FCFA (66,9 % du total du bilan). Ils ont baissé de 1,0 % en cadence mensuelle et sont en hausse de 8,5 % en variation annuelle.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 968 Mds FCFA. Ils ont gagné 0,7 % au cours du dernier mois écoulé. Mais, comparés à leur niveau de décembre 2021, ils sont en contraction de 2,2 %. Les provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle ont baissé de 1,8 % au cours du mois de décembre 2022 et de 2,5 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 163 Mds FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 805 Mds FCFA (46,3 % du total du bilan), soit une variation mensuelle de 1,3 % et annuelle de -2,1 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 548 Mds FCFA. Elles représentent 56,6 % des crédits bruts contre 57,0 % et 58,9 % respectivement un et douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée, comparée aussi bien à la situation du mois précédent qu'à celle qui prévalait en décembre 2021. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 29,8 % contre 30,3 % le mois précédent et 28,7 % en décembre 2021. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 272 Mds FCFA.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 144,7 % (contre 148,0 % un mois plus tôt et 130,5 % en décembre 2021). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 360 Mds FCFA. On relevait un excédent de 382 Mds FCFA le mois précédent et de 251 Mds FCFA en décembre 2021.

Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents de 183 Mds FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. Le mois précédent, un excédent de 195 Mds FCFA était observé. A fin décembre 2021, il s'élevait à 174 Mds FCFA.

L'excédent de trésorerie se situe à 550 Mds FCFA (31,6 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de -4,9 % et +31,1 %, respectivement par rapport à la situation du mois précédent et à celle prévalant douze mois plus tôt.

Respect des normes prudentielles

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse (sans changement par rapport au mois précédent et l'année précédente à la même date) :

- 2 banques sont en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (contre 2 banques en conformité le mois précédent et l'année précédente à la même date) ;
- en matière de solvabilité, 2 banques extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 2 banques le mois précédent et l'année précédente à la même date ;
- dans le cadre des normes de division des risques, 2 banques parviennent à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres (contre 2 banques le mois précédent et l'année précédente à la même date) et seulement 2 banques se conforment à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 45 % des fonds propres nets (contre 1 banques le mois précédent et l'année précédente à la même date) ;
- S'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, une seule banque réalise un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (contre 2 banques le mois précédent et 1 banque l'année précédente à la même date) ;
- en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 4 banques (contre 4 banques le mois précédent et l'année précédente à la même date) ;
- quant au respect du coefficient de transformation à long terme, une seule banque parvient à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (le nombre de banques en conformité était de 1 le mois précédent et de 0 l'année précédente à la même date) ;
- enfin, 2 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (le nombre de banques en conformité était de 1 le mois précédent et de 2 l'année précédente à la même date).

Au total, 2 banques seulement disposent de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat (sans changement par rapport au mois précédent et contre 1 banques l'année précédente à la même date).

G. EVOLUTION DU MARCHÉ MONÉTAIRE ET TITRES PUBLICS : RESSEREMENT DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET HAUSSE DE L'ACTIVITE INTERBANCAIRE

▪ STRATEGIE ET EVOLUTION DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Conformément à l'article 1er de ses statuts, l'objectif final de la politique monétaire de la BEAC est la stabilité monétaire. Celle-ci se décline au plan interne, par une évolution du niveau de prix faible à moyen terme, et au plan externe par un taux de couverture extérieure de la monnaie suffisant.

Du point de vue opérationnel, la stabilité monétaire est assurée, au plan interne, lorsque le taux d'inflation en moyenne annuelle est inférieur ou égal à 3 %, et au plan externe, quand le niveau des avoirs extérieurs bruts représente près de 60 % des engagements à vue de la BEAC, équivalant à au moins trois (03 mois) d'importations des biens et services.

Pour atteindre son objectif, l'approche retenue par la BEAC consiste à intervenir sur le marché monétaire, via les opérations d'open market, soit en ponctionnant ou en injectant de la liquidité centrale, afin de piloter le Taux d'Intérêt Moyen Pondéré (TIMP) du marché interbancaire autour du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO), qui est son principal taux directeur. Ce pilotage se fait à l'intérieur d'un corridor constitué par le Taux de la Facilité de Prêt Marginal (taux plafond) et le Taux de la Facilité de Dépôt (taux plancher). Cette démarche se traduit par des interventions hebdomadaires d'appel d'offres, renforcées si nécessaire par d'autres instruments au titre d'apport supplémentaire ou de retrait de liquidités.

Le Comité de Politique Monétaire (CPM), lors de sa session ordinaire du 28 juin 2021, avait évalué la mise en œuvre des mesures adoptées depuis mars 2020 pour faire face à la crise sanitaire de la COVID-19, et en tenant compte de la persistance des effets de cette pandémie sur les économies de la CEMAC, ainsi que de la nécessité de préserver la stabilité extérieure de la monnaie, avait décidé d'ajuster certaines de ces mesures de soutien à l'économie. A cet effet, plusieurs dispositions avaient été maintenues, d'autres suspendues et des nouvelles prises.

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution récente et des perspectives des réserves de change de la BEAC, ainsi que les risques qui pourraient continuer de peser sur la stabilité extérieure de la monnaie, il est apparu nécessaire de réorienter la politique monétaire de la BEAC à travers l'ajustement de ses principaux taux. A cet égard, le CPM avait décidé lors de sa session extraordinaire du 25 novembre 2021 et sa session ordinaire du 28 mars 2022, de relever ses taux d'interventions.

Poursuivant dans cette dynamique, le CPM après avoir pris note du ralentissement de l'économie mondiale au deuxième trimestre 2022, de la persistance de l'inflation élevée, et du resserrement généralisé des politiques monétaires dans le monde, en plus du ralentissement plus prononcé que prévu de l'économie chinoise, a décidé de relever pour la troisième fois ses taux d'intervention de 50 points de base lors de sa séance du 26 septembre 2022.

Dans ce contexte, entre décembre 2021 et décembre 2022, l'activité du marché monétaire s'est caractérisée par : (i) la hausse de l'encours moyen globale des injections de liquidité de la

BEAC, (ii) une progression du volume des transactions interbancaires, et (iii) la poursuite du dynamisme du marché des titres publics.

L'évolution des différents compartiments du marché monétaire, au cours de la période sous revue, s'établit comme suit :

▪ **COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE SUR LE MARCHE MONETAIRE**

L'encours moyen trimestriel des injections de liquidité a diminué de 29%, en passant de 468 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021, pour se situer à 331 milliards de FCFA la même période un an plus tard. Cette régression s'est expliquée principalement par le rejet des offres de la BGFIBANK GE aux opérations principales d'injection de liquidité et la diminution de la faculté d'avance de la CCEIBANK GE, dû à l'arrivée à échéance d'une Obligation du Trésor Assimilable (OTA). Cette situation a entraîné la baisse des montants mobilisés disponibles en provoquant la baisse du volume des facilités permanentes de prêt marginale de la banque et la révision à la hausse des décotes applicables sur les titres publics admis en garantie des opérations de refinancement de la BEAC.

En effet, ces concours sont constitués par : i) des avances au titre de l'opération principale d'injection de liquidité à 7 jours, dont l'encours moyen a brusquement chuté de 100%, passant de 58 milliards de FCFA à fin décembre 2021 pour s'établir à zéro milliards de FCFA à fin décembre 2022, ii) des facilités permanentes de prêt marginal de 24 heures, dont l'encours moyen a reculé de 19% passant de 410 milliards de FCFA à fin décembre 2021 à 331 milliards de FCFA un an plus tard, en lien avec la diminution de la faculté d'avance de la CCEIBANK GE.

Ces dernières opérations ont représenté le 100% de l'encours global des injections de liquidité de la Banque Centrale lors du quatrième trimestre de l'année 2022. Ainsi, aucune opération d'injection de liquidité à maturité longue n'a été lancée par la BEAC dans la période d'analyse.

En ce qui concerne les opérations de reprise de liquidité à 28 jours, douze (12) opérations de reprise de liquidité à maturité longue d'un montant de 50 milliards de FCFA chacune, ont été lancées entre octobre et décembre 2022 et aucune soumission des banques de la place n'a été enregistrée.

S'agissant des autres interventions telles que les opérations structurelles, les opérations de réglage fin, les apports de liquidités d'urgence, les avances intra-journalières et les avances via le guichet spécial de refinancement à moyen terme, aucune de ce type d'opération n'a été déclenchée.

Concernant le coût des ressources, pendant la période d'analyse, le taux moyen pondéré des montants adjugés au titre des opérations principales d'injection de liquidité a oscillé entre 5,93% et 6,35%, contre un coût oscillant entre 3,77% et 4,10% à la même période un an plus tôt.

Quant au collatéral ayant servi comme garantie aux opérations de refinancement de la BEAC pour les banques, il est à signaler la préférence des établissements de crédit pour les titres publics émis dans la CEMAC face au collatéral privé. En revanche, la révision des décotes sur les titres publics admis en garantie et celui de conditions d'éligibilités des créances à court terme au refinancement de la BEAC, a entraîné la réduction du volume de mobilisation des établissements de crédit au guichet de la BEAC.

▪ **EVOLUTION DES TAUX D'INTERETS**

Le 26 septembre 2022, le Comité de Politique Monétaire, a procédé aux réaménagements des principaux taux d'interventions de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale comme suit :

- ✓ Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) de 4,00% à 4,50% ;
- ✓ Taux de la Facilité de Prêt Marginale (TFPM) de 5,75% à 6,25% ;
- ✓ Taux de la facilité de dépôt (TFD) de 0,00% (inchangé) ;
- ✓ Coefficients des réserves obligatoires à 7,00% sur les exigibilités a vue et 4,50% sur les exigibilités à terme ;

Les taux de rémunération des dépôts publics à la BEAC demeurent inchangés depuis 2014 et se présentent comme suit :

- ✓ Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de Réserves pour les Générations Futures (TISPP0) inchangé à 0,40% ;
- ✓ Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP1) inchangé à 0,05% ;
- ✓ Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des Dépôts Spéciaux (TISPP2) inchangé à 0,00% ;

▪ **COMPARTIMENT INTERBANCAIRE**

Le volume des transactions interbancaires a progressé de 157,0%, entre le quatrième trimestre de l'année 2021 et celui de l'année 2022. Cette évolution s'explique notamment par : i) la réduction progressive du montant des injections des liquidités par la BEAC, entraînant ainsi les banque à concourir sur le marché interbancaire pour satisfaire leur besoins et ii) une forte priorité de certains établissements de crédit à faire des opérations au sein du même groupe.

En effet, l'encours des transactions interbancaires au cours du quatrième trimestre 2022 s'est établi à 191,6 milliards de FCFA, contre 74,6 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021. Il s'agit des opérations de pension livrée de maturité allant de 1 à 175 jours avec des taux oscillant entre 4% et 6,50%.

▪ MARCHE DES TITRES PUBLICS

Pendant le quatrième trimestre de l'année 2022, le marché de titres publics émis par adjudication s'est caractérisé par l'absence des émissions des titres publics. En effet, il est constaté une chute du 100% de l'activité par rapport à la même période de l'année précédente, où le montant servi a été de 95 milliards de FCFA et le montant mobilisé de 39 milliards de FCFA.

La répartition de l'encours des titres par nature des détenteurs finaux montre qu'au 31 octobre 2022, 78,1 % des valeurs du Trésor en circulation sont détenues par les SVT et autres banques. Les opérations de la BEAC représentent 5,2 %, tandis que les placements des investisseurs institutionnels et des personnes physiques qui sont en augmentation, restent encore modestes, avec 16,7 % de l'encours global des titres (voir tableau 3). Cette situation s'explique notamment par : (i) la faible culture financière des agents économiques (investisseurs institutionnels et physiques) qui demeurent très peu imprégnés des opportunités offertes par ce marché et ; (ii) la non-observation systématique de la règle de ségrégation des titres par certains SVT qui n'enregistrent pas toujours les titres acquis pour la clientèle dans les comptes dédiés.

Tableau 4 : Répartition de l'encours des titres par qualité du détenteur final au 31 octobre 2022

| <i>Catégorie d'investisseurs</i> | <i>octobre-22</i> | |
|---|---|-----------------------------------|
| | <i>Montant nominal (en milliards)</i> | <i>Parts relatives (en %)</i> |
| <i>Banques et SVT</i> | 4 007 | 78,1 |
| <i>BTA</i> | 776,1 | 15,1 |
| <i>OTA</i> | 3 230,8 | 63,0 |
| <i>Investisseurs institutionnels</i> | 764,1 | 14,9 |
| <i>BTA</i> | 84,7 | 1,7 |
| <i>OTA</i> | 679,4 | 13,2 |
| <i>Personnes physiques</i> | 91,5 | 1,8 |
| <i>BTA</i> | 19,1 | 0,4 |
| <i>OTA</i> | 72,4 | 1,4 |
| <i>BEAC</i> | 266,5 | 5,2 |
| <i>BTA</i> | | 0,0 |
| <i>OTA</i> | 266,5 | 5,2 |
| <i>Total général</i> | 5 129,0 | 100 |

La BEAC, dans le cadre de mesures de soutien aux économies de la sous-région, à travers son programme de rachat des titres, détient 26,5% des Obligations du Trésor Assimilables émis par le Trésor Equato-Guinéen.

Sur le période d'octobre- décembre 2022, aucune BTA et OTA n'a été lancé par le Trésor Equato-Guinéenne.

L'encours global des titres publics à souscription libre du Trésor de la République de Guinée Équatoriale a reculé de 10,93%, passant de 622,71 milliards de FCFA à fin décembre 2021, à 554,63 milliards de FCFA à fin décembre 2022.

▪ **RÉSERVES OBLIGATOIRES**

Le volume des réserves obligatoires à constituer par les assujettis a augmenté de 31,3% entre quatrième trimestre 2021 et celui de 2022. Ainsi, le niveau des réserves obligatoires exigé aux banques s'est élevé à 78,75 milliards de FCFA en décembre 2022 contre 59,97 milliards de FCFA un an plus tôt.

Sur cette même période, quatre assujettis ont respecté le niveau de constitution des réserves obligatoires, contre un assujetti en déficit de constitution à la même période un an auparavant. Ainsi, les coefficients de Réserves Obligatoires sont demeurés inchangés à 7% pour les exigibilités à vue et à 4,5% pour les exigibilités à terme sur la période sous revue.

▪ **OPERATIONS AVEC LE TRESOR PUBLIC**

Les créances de la Banque Centrale sur le Trésor National se sont maintenues à 608,70 milliards de FCFA au cours de la période d'analyse.

S'agissant des placements du Trésor, ils ont évolué comme suit :

Le solde du compte « Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (MSRB) » est considérablement augmenté en passant de 7,5 milliards de FCFA à fin décembre 2021 pour se situer à 700,12 milliards de FCFA un an plus tard, suite aux plusieurs placements effectués par le Trésor.

En ce qui concerne le solde du compte « Fonds des Réserves pour les Générations Futures », il est resté stable en passant d'un solde de 42,54 milliards de FCFA à fin décembre 2021 pour s'établir à 42,85 milliards de FCFA à la même période un an plus tard, soit une légère augmentation de 0,7%.

Quant au solde du compte « Dépôts spéciaux Rémunérés », ce compte a légèrement diminué de 1,13%, en passant de 23,84 milliards de FCFA à fin décembre 2021, pour s'établir à 23,57 milliards de FCFA un an plus tard.

Tableau 5: Principaux indicateurs économiques et financiers 2012-2026

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|
| | | | | 0 | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | Estim. | - | Prév. | Prév. | Prév. | Prév. |
| PIB, prix et population | | | | | | | | | | | | | | | |
| Taux de croissance (PIB global en termes | 8,4 | -4,0 | -0,7 | -9,3 | -9,5 | -2,1 | -3,1 | -4,4 | -4,6 | 0,9 | 3,1 | -2,8 | -6,3 | -3,1 | -4,7 |
| dont secteur pétrolier | 3,4 | -7,7 | 1,2 | -15,0 | -8,8 | -6,5 | -10,3 | -10,9 | -5,3 | -6,7 | 0,8 | -3,9 | -17,9 | -11,3 | -15,0 |
| secteur non pétrolier | 15,7 | 0,9 | -3,1 | -2,2 | -10,2 | 2,8 | 4,2 | 1,2 | -4,0 | 6,6 | 4,7 | -2,0 | 0,9 | 1,1 | -0,2 |
| Taux de croissance démographique | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 |
| Inflation/ (prix à la consommation - en moy | 3,6 | 3,0 | 4,3 | 1,7 | 1,4 | 0,8 | 1,3 | 1,2 | 4,7 | -0,1 | 4,9 | 6,5 | 4,8 | 3,9 | 3,6 |
| Finances publiques | | | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes totales | 12,1 | -15,7 | -3,0 | -20,9 | -45,4 | 6,7 | 20,0 | -14,2 | -33,9 | 26,9 | 54,8 | -36,7 | -11,6 | -2,8 | -8,5 |
| dont recettes pétrolières | 8,1 | -14,2 | -8,2 | -25,9 | -51,2 | 17,6 | 23,4 | -16,5 | -36,7 | 34,2 | 58,1 | -41,5 | -17,9 | -5,4 | -12,5 |
| recettes non pétrolières | 44,1 | -17,9 | 48,8 | 9,5 | -21,5 | -21,0 | 7,2 | -4,3 | -22,9 | 3,8 | 41,4 | -14,6 | 8,1 | 3,2 | 0,0 |
| Dépenses totales | 45,4 | -17,3 | 2,6 | -4,9 | -42,2 | -26,1 | 3,7 | -22,3 | -17,1 | -6,8 | 3,1 | 11,8 | -3,1 | -1,1 | -10,7 |
| dont dépenses courantes | 62,9 | 6,9 | -10,9 | -11,9 | 4,2 | 2,6 | 3,9 | 1,3 | -10,6 | 2,5 | 20,1 | 11,9 | 1,4 | -0,1 | 0,1 |
| dépenses en capital | 41,5 | -23,4 | 7,4 | -2,9 | -54,6 | -43,7 | 3,4 | -48,8 | -31,5 | -33,6 | 64,8 | 11,5 | -17,9 | -5,4 | -56,8 |
| Monnaie et crédit | | | | | | | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | 43,1 | 4,8 | -31,6 | -47,6 | -80,9 | -57,1 | 42,0 | -177,7 | -219,5 | 38,4 | 607,8 | -27,3 | -74,1 | -158,5 | -26,9 |
| Crédits à l'économie | -15,3 | 33,6 | 17,3 | 14,0 | 3,7 | 1,4 | 1,8 | -20,6 | 0,0 | -3,0 | -2,0 | 0,6 | 1,6 | 3,5 | 1,6 |
| Créances nettes sur l'Etat | 8,5 | -18,0 | 43,9 | 71,6 | 227,4 | 50,9 | 3,6 | 97,8 | 10,1 | -12,3 | -109,3 | 464,3 | 213,8 | 49,2 | 6,1 |
| Masses monétaires (M2) | 55,6 | 6,9 | -13,6 | -10,8 | -16,0 | 1,0 | -2,6 | -7,9 | -7,0 | 0,4 | 20,7 | 5,4 | 4,2 | 9,7 | 6,8 |
| Concours de la BEAC aux banques | ... | ... | ... | 200,0 | 52,8 | -34,5 | 93,3 | -39,2 | 71,5 | -5,7 | -25,1 | 17,2 | 13,3 | 11,8 | 5,3 |
| Taux de couverture extérieure (fin de péric | 100,9 | 100,7 | 80,6 | 55,9 | 8,4 | 7,1 | 7,1 | 7,3 | 7,7 | 6,9 | 57,0 | 51,0 | 32 | 11 | 10 |
| Viesses de circulation de la monnaie (PIB) | 2,24 | 2,21 | 2,63 | 2,88 | 3,17 | 3,35 | 3,63 | 4,08 | 4,36 | 4,71 | 4,33 | 4,19 | 4,18 | 3,97 | 3,79 |
| Taux directeur BEAC - TIAO (fin de péric | 4,00 | 3,25 | 2,95 | 2,95 | 2,45 | 2,95 | 3,50 | 3,50 | 3,25 | 3,50 | 4,00 | 4,00 | 4,00 | 4,00 | 4,00 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Exportations, fob | 10,2 | -17,2 | -9,9 | -46,1 | -28,5 | 24,4 | 12,1 | -8,2 | -46,6 | 29,3 | 90,0 | -18,2 | -26,3 | -15,1 | -30,3 |
| Importations, fob | 7,1 | -3,5 | -4,6 | -23,1 | -6,4 | -11,4 | -5,5 | -24,7 | -27,7 | 8,7 | 94,9 | 2,6 | -8,5 | -1,0 | -18,2 |
| Termes de l'échange | -2,0 | -3,0 | -10,3 | -46,5 | -5,3 | 26,5 | 24,9 | -6,4 | -32,8 | 57,8 | 42,7 | -17,8 | -10,5 | -7,4 | -7,9 |
| Variation des prix à l'exportation | 5,4 | -9,4 | -10,5 | -36,1 | -19,3 | 23,9 | 24,3 | -3,1 | -35,6 | 66,1 | 76,9 | -13,7 | -7,1 | -5,8 | -18,1 |
| Variation des prix à l'importation | 7,6 | -6,6 | -0,2 | 19,4 | -14,8 | -2,1 | -0,5 | 3,5 | -4,1 | 5,3 | 24,0 | 5,0 | 3,9 | 1,8 | -11,1 |
| Taux de change effectif réel | -1,2 | 6,9 | 5,8 | 0,1 | 1,5 | -1,6 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Taux de change effectif réel des export | -1,2 | 7,0 | 5,9 | 0,1 | 1,3 | -1,5 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Taux de change effectif réel des import | -0,2 | 1,7 | 3,1 | -0,2 | 2,1 | -2,9 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Marge de compétitivité cumulée depuis | -45,7 | -55,8 | -64,8 | -64,6 | -67,0 | -64,3 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Monnaie et crédit | | | | | | | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | 62,4 | 6,4 | -41,3 | -49,2 | -49,1 | -7,7 | 2,4 | -15,2 | -15,7 | -2,9 | 91,9 | -17,5 | -32,7 | -17,4 | 2,9 |
| Avoirs intérieurs nets | -6,8 | 0,5 | 27,7 | 38,4 | 33,1 | 8,7 | -5,1 | 7,3 | 8,7 | 3,3 | -71,2 | 22,9 | 36,9 | 27,1 | 3,9 |
| Crédit intérieur net | -2,3 | 2,3 | 34,4 | 36,7 | 31,4 | 11,0 | 0,8 | 6,4 | 6,1 | -11,6 | -70,1 | 22,8 | 36,7 | 27,1 | 5,2 |
| Créances nettes sur l'Etat | 7,9 | -9,9 | 26,6 | 28,1 | 28,4 | 9,7 | -1,0 | 27,5 | 6,1 | -8,8 | -68,2 | 22,4 | 35,6 | 24,7 | 4,2 |
| Crédits à l'économie (crédits actifs) | -10,2 | 12,2 | 7,9 | 8,6 | 2,9 | 1,4 | 1,8 | -21,1 | 0,0 | -2,9 | -1,9 | 0,4 | 1,1 | 2,4 | 1,0 |
| Autres postes nets | -4,5 | -1,8 | -6,8 | 1,7 | 1,7 | -2,3 | -5,8 | 0,9 | 2,7 | 14,9 | -1,1 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | -1,3 |
| Masses monétaires (M2) | 55,6 | 6,9 | -13,6 | -10,8 | -16,0 | 1,0 | -2,6 | -7,9 | -7,0 | 0,4 | 20,7 | 5,4 | 4,2 | 9,7 | 6,8 |
| Comptes nationaux | | | | | | | | | | | | | | | |
| Produit intérieur brut | 8,4 | -4,0 | -0,7 | -9,3 | -9,5 | -2,1 | -3,1 | -4,4 | -4,6 | 0,9 | 3,1 | -2,8 | -6,3 | -3,1 | -4,7 |
| dont secteur pétrolier | 2,0 | -4,3 | 0,7 | -8,3 | -4,6 | -3,4 | -5,2 | -5,1 | -2,3 | -2,9 | 0,3 | -1,5 | -6,9 | -3,8 | -4,6 |
| secteur non pétrolier | 6,4 | 0,4 | -1,4 | -1,0 | -4,9 | 1,3 | 2,1 | 0,7 | -2,3 | 3,8 | 2,8 | -1,2 | 0,5 | 0,7 | -0,1 |
| Demande intérieure brute | 7,3 | 1,8 | -1,8 | -29,4 | -7,1 | -1,5 | 1,5 | -7,8 | -11,1 | 13,2 | 13,4 | -2,2 | -5,3 | -2,5 | -4,2 |
| Consommation | -0,4 | 3,8 | 3,2 | -22,8 | 5,4 | -14,2 | 0,7 | 1,0 | -8,7 | 12,8 | 15,3 | -0,1 | -2,6 | -1,7 | -2,2 |
| Publique | 7,2 | 1,7 | -2,6 | -2,0 | 1,0 | 0,1 | 0,8 | 0,7 | -2,6 | 0,6 | -0,7 | -0,5 | -4,2 | -4,3 | -4,4 |
| Privée | -7,6 | 2,2 | 5,8 | -20,8 | 4,4 | -14,3 | -0,2 | 0,3 | -6,0 | 12,2 | 15,9 | 0,4 | 1,6 | 2,6 | 2,2 |
| Investissements bruts | 7,7 | -2,1 | -5,1 | -6,6 | -12,6 | 12,7 | 0,9 | -8,8 | -2,4 | 0,4 | -1,8 | -2,1 | -2,8 | -0,9 | -2,0 |
| Publics | 6,5 | -5,1 | -1,8 | -1,3 | -10,8 | -2,5 | 0,8 | -3,2 | -1,2 | -0,1 | 1,3 | 0,1 | -0,7 | -0,3 | -1,0 |
| Privés (Entreprises et ménages) | 1,2 | 3,0 | -3,3 | -5,3 | -1,8 | 15,2 | 0,1 | -5,5 | -1,3 | 0,5 | -3,1 | -2,2 | -2,1 | -0,6 | -1,1 |
| dont secteur pétrolier | 2,2 | 1,3 | -3,7 | -2,2 | -1,0 | 8,3 | -0,8 | -5,4 | -0,1 | 1,4 | 1,4 | -1,5 | -2,1 | -0,9 | -0,8 |
| secteur non pétrolier | -1,1 | 1,7 | 0,4 | -3,1 | -0,8 | 6,9 | 0,9 | -0,2 | -1,1 | -0,9 | -4,5 | -0,8 | 0,0 | 0,3 | -0,2 |
| Variation des stocks | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Exportations nettes | 1,1 | -5,7 | 1,1 | 20,1 | -2,4 | -0,5 | -4,6 | 3,4 | 6,5 | -12,3 | -10,3 | -0,6 | -1,0 | -0,5 | -0,5 |
| Exportations de biens et services non fac | 2,9 | -4,2 | 0,3 | -4,2 | -3,8 | 2,0 | -10,1 | -2,9 | -4,5 | -17,5 | -2,4 | -2,1 | -5,1 | -2,1 | -2,4 |
| Importations de biens et services non fac | -1,8 | -1,6 | 0,8 | 24,4 | 1,4 | -2,5 | 5,6 | 6,3 | 11,1 | 5,2 | -12,7 | 1,5 | 4,1 | 1,6 | 1,9 |
| Comptes nationaux | | | | | | | | | | | | | | | |
| Investissements | 39,4 | 39,1 | 35,8 | 46,7 | 28,2 | 31,8 | 29,4 | 26,3 | 26,9 | 26,9 | 29,6 | 29,3 | 27,9 | 27,4 | 25,1 |
| dont Secteur pétrolier | 5,7 | 7,0 | 3,6 | 3,1 | 1,1 | 10,3 | 8,6 | 8,3 | 8,9 | 10,7 | 14,0 | 12,1 | 9,5 | 8,1 | 5,9 |
| Epargne intérieure | 75,5 | 64,5 | 55,0 | 47,9 | 24,7 | 37,8 | 43,7 | 41,3 | 31,4 | 38,3 | 44,0 | 35,6 | 27,2 | 23,1 | 18,3 |
| Epargne nationale | 40,9 | 37,4 | 33,8 | 31,9 | 3,4 | 30,0 | 31,4 | 21,1 | 28,0 | 31,1 | 37,4 | 27,3 | 19,2 | 15,1 | 11,5 |
| Finances publiques | | | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes totales | 30,7 | 27,5 | 26,9 | 29,8 | 19,1 | 18,6 | 20,6 | 18,5 | 14,2 | 15,0 | 18,6 | 12,5 | 11,9 | 11,7 | 11,4 |
| Recettes pétrolières | 27,4 | 25,0 | 23,1 | 24,0 | 13,7 | 14,8 | 16,8 | 14,6 | 10,8 | 12,0 | 15,3 | 9,5 | 8,4 | 8,0 | 7,5 |
| Recettes non pétrolières | 3,3 | 2,5 | 3,8 | 5,8 | 5,4 | 3,9 | 3,8 | 3,8 | 3,4 | 3,0 | 3,4 | 3,0 | 3,5 | 3,7 | 3,9 |
| Dépenses totales | 38,6 | 34,0 | 35,2 | 46,9 | 31,8 | 21,5 | 20,5 | 16,7 | 16,0 | 12,4 | 12,8 | 15,2 | 15,9 | 15,9 | 15,1 |
| Dépenses courantes | 7,8 | 8,9 | 8,0 | 9,9 | 12,1 | 11,3 | 10,9 | 11,5 | 11,9 | 10,2 | 9,8 | 11,7 | 12,7 | 12,9 | 13,7 |
| Dépenses en capital | 30,8 | 25,1 | 27,2 | 37,0 | 19,7 | 10,1 | 9,7 | 5,2 | 4,1 | 2,3 | 3,0 | 3,6 | 3,1 | 3,0 | 1,4 |
| Solde budgétaire primaire (déficit -) | -7,6 | -6,1 | -7,7 | -16,6 | -11,8 | -2,4 | 0,8 | 2,7 | -0,8 | 3,6 | 6,8 | -1,6 | -2,7 | -3,0 | -2,5 |
| Solde budgétaire primaire (hors intérêts) | -7,6 | -6,1 | -7,7 | -16,6 | -11,8 | -2,4 | 0,8 | 2,7 | -0,8 | 3,6 | 6,8 | -1,6 | -2,7 | -3,0 | -2,5 |
| Solde budgétaire primaire (hors intérêts et | -95,4 | -75,3 | -72,2 | -69,4 | -40,3 | -27,7 | -26,7 | -18,4 | -15,4 | -12,5 | -14,0 | -16,9 | -15,2 | -14,3 | -11,9 |
| Solde budgétaire, base engagements hors | -8,0 | -6,5 | -8,3 | -17,0 | -12,7 | -2,8 | 0,1 | 1,8 | -1,8 | 2,5 | 5,8 | -2,7 | -3,9 | -4,1 | -3,7 |
| Solde budgétaire, base engagements dons | -8,0 | -6,5 | -8,3 | -17,0 | -12,7 | -2,8 | 0,1 | 1,8 | -1,8 | 2,6 | 5,8 | -2,7 | -3,9 | -4,1 | -3,7 |
| Solde budgétaire de base (déficit -) | -8,0 | -6,5 | -8,3 | -17,0 | -12,7 | -2,8 | 0,1 | 1,8 | -1,8 | 2,6 | 5,8 | -2,7 | -3,9 | -4,1 | -3,7 |
| Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % | -12,8 | -10,3 | -9,9 | -20,9 | -6,6 | -1,3 | -2,7 | -0,7 | -0,3 | 1,8 | -0,7 | -2,0 | -3,7 | -4,5 | -4,0 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Exportations de biens et services non fac | 81,5 | 71,9 | 65,3 | 51,1 | 44,0 | 51,2 | 50,4 | 47,8 | 30,4 | 32,3 | 48,2 | 42,2 | 33,9 | 29,4 | 22,3 |
| Importations de biens et services non fac | 45,3 | 46,4 | 46,1 | 49,8 | 47,5 | 45,2 | 36,1 | 32,7 | 25,9 | 21,0 | 33,7 | 35,9 | 34,6 | 33,6 | 29,2 |
| Solde du compte courant (dons off.incl., d | -1,2 | -2,7 | -4,7 | -18,7 | -28,5 | -8,6 | -2,9 | -7,5 | -0,8 | 3,8 | 7,6 | -2,0 | -8,4 | -11,6 | -12,7 |
| Solde du compte courant (dons off.excl., c | -1,2 | -2,6 | -4,1 | -17,2 | -28,5 | -8,5 | -2,5 | -7,4 | 1,2 | 4,2 | 7,9 | -1,6 | -8,0 | -11,3 | -12,3 |
| Encours de la dette extérieure/PIB | 8,0 | 6,8 | 8,9 | 8,9 | 10,6 | 9,8 | 11,7 | 15,3 | 16,8 | 14,7 | 10,0 | 11,7 | 12,6 | 12,6 | 16,1 |
| Ratio du service de la dette/Export bsnf | 1,0 | 2,8 | 2,6 | 3,4 | 4,0 | 2,7 | 2,8 | | | | | | | | |

Tableau 6: situation monétaire résumée

| | déc-20 | 2021 | | | | 2022 | | | | | VARIATIONS | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|
| | | mars | juin | septembre | décembre | mars | juin | septembre | novembre | décembre | Déc/Nov22 | Déc 22/21 |
| AVOIRS EXTERIEURS NETS | - 245 921 | - 265 554 | - 264 111 | - 112 313 | - 151 413 | 213 069 | 475 902 | 606 484 | 821 090 | 768 863 | -6,36% | 607,79% |
| CREDIT INTERIEUR | 1 653 660 | 1 632 155 | 1 599 892 | 1 475 380 | 1 515 745 | 1 350 410 | 1 076 791 | 986 084 | 757 783 | 813 760 | 7,39% | -46,31% |
| Créances nettes sur l'Etat | 711 131 | 692 332 | 683 428 | 575 175 | 601 772 | 448 454 | 196 103 | 99 939 | - 131 950 | - 81 487 | 38,24% | -113,54% |
| Dont : PNG | 769 934 | 712 356 | 732 266 | 607 447 | 651 140 | 527 431 | 257 409 | 164 183 | - 61 241 | - 15 891 | 74,05% | -102,44% |
| Crédit à l'Economie | 942 529 | 939 823 | 916 464 | 900 205 | 913 973 | 901 956 | 880 688 | 886 145 | 889 733 | 895 247 | 0,62% | -2,05% |
| TOTAL | | | | | | | | | | | | |
| RESSOURCES=CONTREPARTIES | 1 407 739 | 1 366 601 | 1 335 781 | 1 363 067 | 1 364 332 | 1 563 479 | 1 552 693 | 1 592 568 | 1 578 873 | 1 582 623 | 0,24% | 16,00% |
| MASSE MONETAIRE | 996 013 | 955 491 | 965 800 | 1 012 087 | 999 573 | 1 154 739 | 1 198 389 | 1 207 314 | 1 195 004 | 1 206 574 | 0,97% | 20,71% |
| AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets | 411 726 | 411 110 | 369 981 | 382 283 | 364 759 | 408 740 | 354 304 | 385 254 | 383 869 | 376 049 | -2,04% | 3,10% |

Source: BEAC

Tableau 7: situation comptable résumée

| ACTIF | déc-21 | déc-22 | Var (décembre) | | PASSIF | déc-21 | déc-22 | var (décembre) | |
|---------------------------------|------------------|------------------|-----------------|----------|--------------------------------|------------------|------------------|-----------------|---------|
| | | | valeur nominale | % | | | | valeur nominale | % |
| Avoirs extérieurs | 25 249 | 896 520 | 871 271 | 3450,71% | Base monétaire | 419 432 | 637 447 | 218 015 | 51,98% |
| Créances sur l'Etat | 798 211 | 840 029 | 41 818 | 5,24% | Dépôts de l'Etat | 322 293 | 962 200 | 639 907 | 198,55% |
| Créances sur les banques | 171 000 | 128 000 | -43 000 | -25,15% | Engagements Extérieurs | 209 946 | 213 303 | 3 357 | 1,60% |
| Avances aux IFNB | 0 | 0 | 0 | | Autres postes du passif | 50 961 | 61 172 | 10 211 | 20,04% |
| Autres postes de l'actif | 5 924 | 6 811 | 887 | 14,97% | Fonds Propres | -2 248 | -2 762 | -514 | 22,86% |
| TOTAL | 1 000 384 | 1 871 360 | 870 976 | 87,06% | TOTAL | 1 000 384 | 1 871 360 | 870 976 | 87,06% |

Tableau 8 : Variation des postes de la situation bilantielle (en pourcentage)

| | annuelles | | Semestrielle | Trimestrielle | Mensuelle |
|--|-------------|--------------|--------------|---------------|------------|
| | N - 1/ N-2 | N / N-1 | | | |
| DEPOTS DE LA CLIENTELE | 3,36 | 8,54 | -3,33 | -1,78 | -1 |
| Crédits bruts | -2,36 | -2,16 | 1,28 | 0,95 | 0,75 |
| Créances en souffrance | 8,57 | -6,09 | -3,07 | -0,68 | -0,13 |
| Provisions pour dépréciation des comptes de la | -5,04 | -2,52 | -0,68 | 0,11 | -1,82 |
| CREDITS NETS | -1,8 | -2,08 | 1,69 | 1,12 | 1,28 |
| EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE | 6,97 | 31,12 | -8 | -6,52 | -4,86 |
| TOTAL DU BILAN | 0,64 | -30,2 | -1,3 | -1,4 | 0,2 |